



Commission
européenne

PANORAMA

ÉTÉ 2016 / N° 57

La Poméranie suit la bonne voie



SEMAINE
EUROPÉENNE
DES RÉGIONS ET
DES VILLES



INVESTIR DANS
LES RÉGIONS
INSULAIRES



ENCOURAGER
L'AGRICULTURE
DE MONTAGNE

Politique
régionale
et urbaine

panorama

ÉDITORIAL.....	3	PHOTOGRAPHIÉ.....	24
SEMAINE EUROPÉENNE DES RÉGIONS ET DES VILLES 2016.....	4	ARCTIC SMARTNESS EN LAPONIE.....	26
L'UNIVERSITÉ SERV.....	6	LA POLITIQUE DE COHÉSION AIDE LES ÎLES.....	27
INTERVIEW AVEC WALTER DEFFAA.....	8	POMÉRANIE: LA REVITALISATION URBAINE INTELLIGENTE.....	28
SIIM KALLAS SUR LA SIMPLIFICATION.....	14	L'ÉCONOMIE SOCIALE EN GRÈCE.....	36
NOUVELLES EN BREF.....	17	ENGAGER LES JEUNES DANS LE PROJET BAYINTRAP.....	38
LE PROGRAMME INTERACT.....	18	PROJETS DU ROYAUME-UNI, DE L'AUTRICHE, DE LA HONGRIE, DE LA FRANCE ET DE L'ESPAGNE.....	40
CARTES: QUALITÉ DE L'AIR ET DÉCÈS SUR LA ROUTE.....	20	PROGRAMME.....	44
EUSAIR: UNE STRATÉGIE MACRORÉGIONALE.....	22		



06



08



24



36

Ce magazine est imprimé en anglais, français, allemand, bulgare, grec, espagnol, italien, polonais et roumain sur du papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 22 langues à l'adresse: http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/

Le contenu de ce numéro a été finalisé en juin 2016.

AVIS JURIDIQUE

Ni la Commission européenne, ni aucune personne agissant en son nom, ne pourra être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans la présente publication, ni des erreurs éventuelles qui, malgré le soin apporté à la préparation et au contrôle de cette publication, pourraient s'y glisser.

Cette publication ne reflète pas nécessairement l'avis ou la position de la Commission européenne.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2016

ISSN 1725-8316

© Union européenne, 2016

La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source.

(*) Les droits d'utilisation de ces images sont accordés exclusivement pour le magazine Panorama (numéro 57); les images peuvent être reproduites uniquement dans le cadre du numéro 57 du magazine Panorama et dans ses différentes versions linguistiques – les images ne peuvent être utilisées à aucune autre fin.

L'utilisation et la reproduction de tout matériel émanant d'une tierce partie, protégé par le droit d'auteur et identifié comme tel, requièrent la permission du (des) détenteur(s) des droits d'auteur.

Printed in Belgium

Photographies (pages):

Couverture: iStock©JanMiko
Page 3: Commission européenne
Pages 4, 5: Commission européenne
Pages 6, 7: Commission européenne
Pages 8, 9, 10, 11, 12, 13: Commission européenne
Pages 14, 15, 16: Commission européenne
Page 17: Commission européenne
Pages 18, 19: Commission européenne
Pages 20, 21: Commission européenne
Page 22: iStock©sjhaytov
Pages 23, 24, 25: Commission européenne
Pages 26, 27: Commission européenne, iStock©Cat82
Pages 28, 29, 30, 31: Commission européenne
Pages 32, 33, 34, 35: Commission européenne
Pages 36, 37: iStock©verve231, Commission européenne
Pages 38, 39: Commission européenne
Page 40: NCC
Page 41: www.weissenseer.com
Page 42: iStock©AM29
Page 43: iStock©Marco Marchi

Éditorial



Les préparatifs vont bon train pour la Semaine européenne des régions et des villes (SERV), anciennement connue sous le nom d'OPEN DAYS et programmée du 10 au 13 octobre à Bruxelles. L'appellation a changé, mais le concept reste le même avec environ 130 ateliers, débats et activités de mise en réseau centrés cette année sur «Les régions et les

villes pour une croissance durable et inclusive». Pour les citoyens européens qui ne pourront pas se rendre à Bruxelles, un programme des événements sera mis à leur disposition entre septembre et novembre.

Les trois thèmes principaux de la SERV sont alignés sur les priorités politiques de la Commission et du Comité des régions: croissance économique soutenue et durable; croissance économique inclusive et simplification des fonds ESI. Près de 187 régions et villes de 28 pays s'intéresseront aux nouvelles opportunités destinées à attirer et à améliorer les investissements européens dans les villes et les régions, débattront des résultats de ces investissements, présenteront les bonnes pratiques et encourageront le dialogue sur les efforts à fournir.

Élément incontournable de cet événement, l'Université SERV présente les dernières recherches en matière de développement régional et urbain aux décideurs politiques et aux praticiens, et sensibilise sur les résultats de ces recherches. Cette année, le cours de maître populaire destiné aux doctorants et aux chercheurs en début de carrière portera sur la politique de cohésion de l'UE.

D'autres attractions importantes comprennent la cérémonie annuelle de remise des prix RegioStars qui célèbrent les bonnes pratiques en matière de développement régional et les projets innovants et inspirants soutenus par les fonds de la politique de cohésion. Suite à l'OPEN Urban DAY de 2015, différents événements seront organisés pour la communauté des praticiens urbains, et les résultats du concours photo annuel seront dévoilés.

Débat de haut niveau

Pour permettre aux bénéficiaires des fonds structurels et d'investissement européens de profiter des opportunités qui se présentent, il est essentiel que leur accès au financement soit aussi simple que possible. Notre interview avec l'ancien vice-président de la Commission Siim Kallas, président du groupe de haut niveau sur la simplification, nous donne un aperçu de la manière dont 12 experts indépendants surveillent

les procédures et encouragent la simplification afin de faire un meilleur usage des investissements dans les régions de l'UE. En moins d'un an, le groupe a analysé les sujets relatifs à la gouvernance électronique, les options simplifiées en matière de coûts, l'accès au financement pour les PME, les instruments financiers ainsi que les conclusions et recommandations dégagées pour les parties concernées. Le GHN élabore actuellement un rapport sur un cadre de mise en œuvre simplifié pour l'après 2020 à inclure dans les réflexions de la Commission sur l'avenir de la politique de cohésion.

Nouvelle présentation

Dans cette édition de Panorama, nous avons introduit quelques nouveaux articles et modifié plusieurs éléments de la conception afin de mieux les adapter au contenu. L'article de fond sur la région polonaise de Poméranie s'intéresse aux défis qu'elle rencontre ainsi qu'au «schéma de négociation» utilisé pour les relever. Collaborant avec différents partenaires, la région définit des spécialisations intelligentes, développe des projets de revitalisation et coordonne les activités dans les zones urbaines. Une interview de Mieczysław Struk, maréchal de la voïvodie de Poméranie, examine en détail la contribution de la politique de cohésion au développement économique de la région ainsi que la complémentarité entre les différents outils d'investissement.

Un examen plus approfondi du projet BAYinTRAP s'intéresse aux coulisses pour découvrir comment le concept de l'école d'été servait à impliquer les étudiants dans les systèmes de transports urbains et à les encourager à partager leur opinion dans le développement de la politique de transports urbains durables.

La fin d'une époque

Enfin, un entretien avec Walter Deffaa, directeur-général de la politique régionale et urbaine, nous permet d'en apprendre plus sur les hauts et les bas de sa carrière de 30 ans au sein de la Commission européenne, alors qu'il prépare sa retraite et envisage de relever de nouveaux défis passionnants. ■

Corina Crețu

Commissaire européenne à la politique régionale



Semaine européenne des régions et des villes 2016

En 2016, la Semaine européenne des régions et des villes (ou «SERV», anciennement connue sous le nom d'OPEN DAYS) prendra le titre «Les régions et les villes pour une croissance durable et inclusive». L'événement comprend environ 130 ateliers, débats et activités de mise en réseau qui accueilleront près de 6000 participants. En plus des ateliers situés à Bruxelles, un programme d'événements locaux sera mis en place à travers l'Europe entre septembre et novembre 2016.

L'événement de cette année s'articule autour de trois thèmes principaux alignés sur les priorités politiques de 2016 de la Commission européenne et du Comité des régions de l'UE. Des débats auront pour but de soutenir la mise en œuvre des programmes des fonds structurels et d'investissement européens 2014-2020, de démontrer les résultats des investissements européens, de présenter des exemples de bonnes pratiques et d'encourager les efforts à fournir en vue de les améliorer:

► Croissance économique soutenue et durable

Ce volet se concentrera sur les nouvelles opportunités pour les régions et les villes afin de favoriser la croissance et de créer plus d'emplois, dans le contexte de l'internationalisation des économies de l'Europe. Il examinera quelles régions et villes réussissent le mieux à attirer de nouveaux investissements et en cherchera les raisons. Il s'intéressera également de manière spécifique aux spécialisations intelligentes et aux nouvelles opportunités liées à l'innovation, en évoquant particulièrement l'efficacité énergétique, la mise en place d'une économie à faible émission de carbone et la promotion de l'économie circulaire.

► Croissance économique inclusive

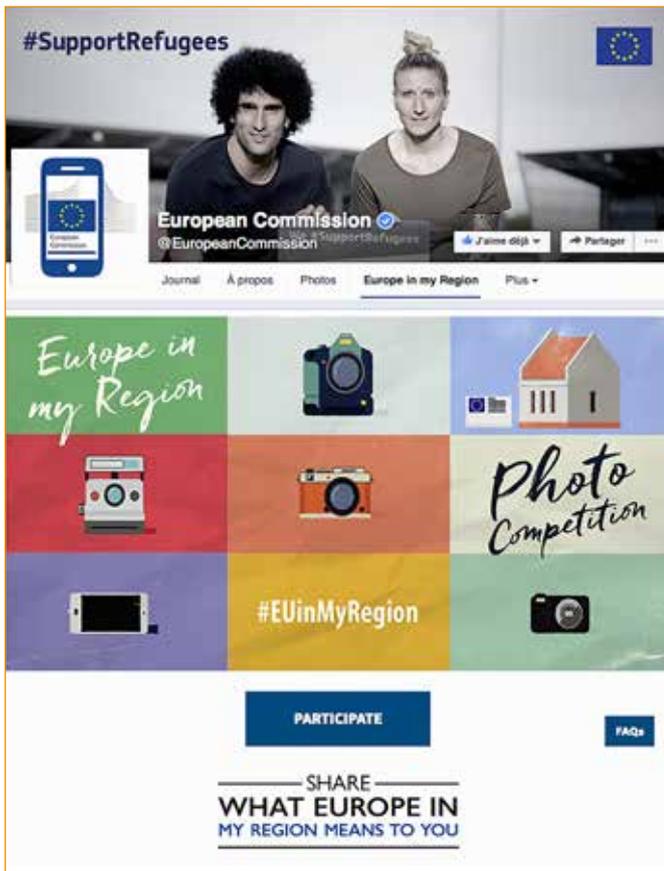
Les séminaires de ce volet examineront le développement et la mise en œuvre de politiques relatives au marché du travail et à l'inclusion sociale au niveau local pour les catégories les plus défavorisées de la population, y compris les logements sociaux, les services publics et l'éducation, et les mesures destinées à faciliter la mise en place de micro ou de petites entreprises et à instaurer un environnement plus favorable aux indépendants. Ce volet permettra aux régions et aux villes de partager leurs expériences pour lutter contre la crise des réfugiés, notamment en recourant aux fonds européens.

► Simplification des fonds ESI

Dans ce volet, les autorités régionales et nationales qui mettent en œuvre des programmes soutenus au titre des fonds structurels et d'investissement européens auront l'occasion d'échanger des expériences et des bonnes pratiques liées à l'amélioration de l'efficacité de la gestion du programme, y compris des manières de simplifier la gestion et de mettre en place la capacité administrative et exécutive. Il s'intéressera également aux meilleures pratiques en matière de développement urbain, de programmes d'investissements territoriaux intégrés et de développement local mené par la communauté, et aux pratiques liées à la promotion de l'utilisation de nouveaux instruments financiers. Les résultats préliminaires des évaluations ex-post pour la période 2007-2013 revêtiront ici un certain intérêt.

Un accent particulier mis sur le Programme urbain pour l'Europe

Dans la continuité de l'OPEN Urban DAY de l'année dernière, la Commission européenne, la DG Politique régionale et urbaine, et le Comité des régions de l'UE se sont unis à la Région de Bruxelles-Capitale et aux institutions locales, aux représentants d'autres villes, aux réseaux et aux initiatives



européens afin de faciliter les échanges internationaux sur le développement urbain durable.

La communauté des praticiens urbains pourra participer à des sessions interactives spécifiques, des ateliers, des visites sur le terrain, des événements importants prévus au Programme urbain pour l'Europe (ses thèmes prioritaires, ses partenariats et son guichet unique), l'évaluation de l'impact urbain et l'importance de la gouvernance à plusieurs niveaux, y compris des visites sur le terrain organisées par la Région de Bruxelles-Capitale.

Événements locaux

Chaque région et ville participante organisera au moins un événement au niveau local, ce qui permettra de rapprocher la SERV des citoyens. Ces événements se tiendront entre septembre et novembre sous le titre «L'Europe dans ma région/ville», et s'articuleront autour des priorités thématiques de la SERV. Destinés au grand public, aux bénéficiaires potentiels de la politique régionale de l'UE, au public spécialisé, aux universitaires et aux médias, ils peuvent se présenter sous différents formats, notamment des conférences, des ateliers, des émissions radio/TV ou des expositions. Les événements locaux peuvent également être organisés en marge du lancement de projets de la politique régionale européenne

ou dans le cadre des actions d'informations annuelles, tel que requis par les règlements des fonds ESI.

http://ec.europa.eu/regional_policy/regions-and-cities/2016/local_events.cfm

Concours photo «L'Europe dans ma région»

La cinquième édition du concours photo est ouverte jusqu'au 28 août. Pour participer à ce concours, vous devez prendre une photo d'un projet qui bénéficie d'un financement de l'UE. Sur cette photo doivent figurer une plaque ou un panneau attestant de ce financement et un drapeau de l'UE. Les trois lauréats remporteront un cours de photographie dispensé par un professionnel ainsi qu'un voyage à Bruxelles.

<https://goo.gl/t3iwct>

RegioStars

L'objectif des prix RegioStars consiste à recenser les bonnes pratiques en matière de développement régional et à mettre en lumière les projets originaux et innovants qui pourraient attirer et inspirer d'autres régions.

Les catégories de prix pour 2016 sont:

- CROISSANCE INTELLIGENTE: les nouvelles possibilités de l'économie mondiale
- CROISSANCE DURABLE: l'économie circulaire
- CROISSANCE INCLUSIVE: l'intégration - création de communautés inclusives et multiculturelles
- CITYSTAR: des solutions innovantes pour un développement urbain durable
- GESTION EFFICACE: faire une différence en gérant différemment

This year, 104 applications have been submitted and are being evaluated by the jury.

Cette année, 104 candidatures ont été soumises et sont étudiées par le jury.

La cérémonie des prix RegioStars 2016 aura lieu durant la réception officielle de la SERV aux BOZAR à Bruxelles, le mardi 11 octobre. Les projets lauréats recevront leurs trophées de la commissaire européenne à la politique régionale, Corina Crețu, et du président du jury des prix RegioStars, Lambert Van Nistelrooij (député européen). ■

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/regio-stars-awards/

14^e Semaine européenne des régions et des villes 2016, 10-13 octobre 2016 – Bruxelles

Les inscriptions débutent le 6 juillet:

<http://www.regions-and-cities.europa.eu>

L'Université SERV

PRÉSENTE LES NOUVELLES RECHERCHES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET URBAIN



L'Université SERV a pour but de présenter les dernières recherches en matière de développement régional et urbain aux décideurs politiques et aux praticiens.



Désormais dans sa huitième année, l'Université SERV est un élément essentiel de la Semaine européenne des régions et des villes (SERV). Son objectif consiste à faciliter les échanges entre les universitaires européens et les représentants régionaux et locaux ainsi qu'à sensibiliser sur les résultats des recherches menées dans le domaine du développement régional et urbain et sur la politique de cohésion de l'UE.

L'Université SERV est organisée par les trois premières sociétés savantes dans le domaine des études régionales, de la science régionale et de l'aménagement de l'espace – l'Association des études régionales (RSA), l'Association européenne de science régionale (ERSA) et l'Association européenne des écoles d'urbanisme (AESOP), ainsi que par la Commission européenne et le Comité européen des régions (CdR).

Près de 6000 praticiens, décideurs politiques et universitaires intéressés par la politique de cohésion de l'UE participent à la SERV. 130 sessions sur ce sujet sont ainsi organisées par les institutions, les régions, les villes et d'autres organisations européennes. Dans ce programme complet, l'Université SERV inclut des sessions centrées sur les thèmes principaux d'utilité pratique pour les régions et les villes.

Cette année, les sujets couverts sont les suivants:

- repousser les limites de la productivité des microentreprises
- es perles de la connaissance: défis et dilemmes dans le binôme ville-université
- la spécialisation intelligente cinq ans plus tard: de la conception à la mise en œuvre
- les exigences en matière de données spatiales pour une politique d'aménagement efficace
- la croissance soutenue et durable: équilibrer le développement économique et écologique dans les villes et les régions
- les implications territoriales du changement climatique au niveau européen

- les dispositions relatives au développement urbain/ à la politique territoriale et le défi de la création de systèmes de mise en œuvre conviviaux et simplifiés
- les sociétés durables de demain: relever le défi démographique et les dynamiques de l'économie des seniors
- la migration et les villes: les aspects territoriaux de la migration
- qui sont les nouveaux indépendants en Europe et quelle est leur contribution à la croissance et à la cohésion territoriale et sociale?

Le cours de maître de la SERV

Une composante essentielle de l'Université SERV est un cours de maître destiné aux doctorants et aux chercheurs en début de carrière intéressés par la politique de cohésion de l'UE. Programmé du 9 au 13 octobre, il accueillera durant ces cinq jours 30 personnes sélectionnées qui assisteront aux sessions coordonnées centrées sur la politique de cohésion de l'UE. Ces participants auront également la possibilité de présenter brièvement leurs recherches aux groupes de hauts fonctionnaires européens qui les commenteront. Le cours de maître comprend des tables rondes, des sessions interactives et des événements de réseautage avec la plupart des hauts fonctionnaires européens.

Les thèmes principaux pour le cours de 2016 sont:

- la promotion de la croissance inclusive et la cohésion sociale, y compris la dimension territoriale et l'intégration du développement urbain et rural;
- l'importance de l'économie de réseau: apprentissage en matière de politiques; transferts entre les régions et les villes; diffusion des connaissances; et
- l'amélioration du système de mise en œuvre de la politique de cohésion: performance, simplification et responsabilité.



La participation au cours de maître est très sélective étant donné qu'il fournit un environnement stimulant et enrichissant aux jeunes chercheurs et qu'il leur permet de rencontrer des décideurs politiques européens de premier plan et de débattre des principales questions liées à la conception, à la mise en œuvre et à l'efficacité de la politique. Les anciens participants ont estimé que ces cours leur avaient permis de créer de nouveaux réseaux et de nouvelles opportunités bénéfiques pour leurs carrières.

Organisateurs académiques

Regional Studies Association

L'Association des études régionales (RSA), créée en 1965, représente le forum mondial pour la recherche, le développement et la politique des villes et régions. La RSA publie cinq revues importantes

dans ce domaine, dont *Regional Studies* est la plus ancienne et la plus connue. En outre, elle finance de nouvelles recherches et des échanges de connaissances grâce à une série de programmes de financement, à la mise en réseau et d'autres formes de soutien pour aider les chercheurs à développer leurs recherches, leurs carrières et leur influence. La RSA estime que les régions représentent une échelle spatiale importante dans l'examen de la nature et des impacts de l'innovation et du changement politique, économique, social et environnemental. L'Association travaille en collaboration avec des organisations telles que la Commission européenne, le CdR, la DG Regio, ONU-Habitat, la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques. Elle est également impliquée dans l'Université SERV et le cours de maître depuis le début.

www.regionalstudies.org

questions spatiales en Europe. Son congrès mondial représente une plateforme unique pour promouvoir les études et les échanges régionaux sur les questions économiques, sociales et politiques actuelles. L'ERSA collabore également étroitement avec d'autres institutions et associations internationales (par ex. la Banque européenne d'investissement, la Commission européenne, l'Association des universités européennes, l'AESOP) et elle estime qu'il est essentiel d'encourager les nouvelles idées et de trouver de nouvelles solutions intelligentes aux problèmes actuels liés au développement territorial.

www.ersa.org/about-us/ersa-sections/french-speaking/

L'Association européenne des écoles d'urbanisme (AESOP), créée en 1987, est une association internationale d'universités qui enseignent l'aménagement de l'espace et mènent des recherches dans



ce domaine. Forte de plus de 150 membres institutionnels, l'AESOP fournit une plateforme d'échange de connaissances en matière d'aménagement aux universitaires, aux praticiens, aux organisations professionnelles, aux politiciens et aux autres parties prenantes dans le développement spatial et urbain en Europe. Le congrès annuel de l'AESOP est devenu la plus grande assemblée d'aménagement du continent. L'Association publie sa propre revue *Planning Education* et collabore avec plus de 50 autres revues d'aménagement. L'AESOP coopère avec les organisations universitaires et les associations professionnelles européennes ainsi qu'avec les institutions, les agences et les programmes européens et mondiaux (CE, CdR, ONU-Habitat) qui soutiennent leur intérêt croissant dans « le territoire et la territorialité ».

www.aesop-planning.eu



L'Association européenne de science régionale (ERSA) est la plus grande association scientifique suprarégionale sous l'égide de l'Association internationale de science régionale

(RSAI). L'ERSA comprend actuellement 18 associations nationales et linguistiques de chercheurs ayant un intérêt pour les

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://regions-and-cities.europa.eu>

Le service avec le sourire

APRÈS AVOIR PASSÉ 30 ANS À LA COMMISSION EUROPÉENNE, WALTER DEFFAA, DIRECTEUR-GÉNÉRAL DE LA POLITIQUE RÉGIONALE ET URBAINE, A DÉCIDÉ QU'IL ÉTAIT TEMPS DE FAIRE SES ADIEUX À SES COLLÈGUES

Durant votre carrière à la Commission européenne, vous avez occupé différentes fonctions dans différentes DG. Laquelle avez-vous trouvée la plus stimulante ... et/ou enrichissante?

Et bien, ayant passé plus de la moitié de ma vie à la Commission, j'ai beaucoup de souvenirs! J'ai débuté en tant qu'administrateur à la DG ECFIN et j'ai gravi les échelons en passant dans sept DG jusqu'à devenir directeur-général de trois d'entre elles – Service d'audit interne, Fiscalité et union douanière et Politique régionale et urbaine.

Je pense que le budget et la politique régionale m'ont le plus marqué, même si j'ai été plutôt chanceux dans ma carrière car le «fil rouge» s'accompagnait de différents dossiers de réformes politiques. Durant mes périodes de travail à la DG Budget et au Service d'audit interne, j'ai participé à l'initiative de gestion financière saine et efficace de Liikanen et à la stratégie de Kinnock visant à réformer le système de gestion, la politique du personnel et la gestion financière. En travaillant au Secrétariat général, j'étais en charge de la première Communication de la Commission sur l'évaluation d'impact et, par la suite, je suis devenu chef de cabinet de la commissaire Wulf-Mathies. J'ai travaillé sur l'Agenda 2000, le cadre financier pluriannuel 2000-2006 qui comprenait le grand «élargissement à l'Est». Plus récemment, nous avons passé du temps avec mes collègues de la DG Regio à façonner et à mettre en œuvre

une politique de cohésion moderne destinée à simplifier le système de mise en œuvre et à orienter notre politique et notre DG vers une logique orientée sur les résultats.

Comment cette orientation sur les résultats diffère-t-elle de l'ancien objectif d'absorption des fonds?

Pour la première fois, nous pouvons produire un rapport sur la destination de l'argent et sur les objectifs visés – en indiquant, par exemple, le nombre d'emplois qui seront créés, le nombre de personnes qui auront accès à l'eau propre ou qui bénéficieront d'une formation, le nombre de personnes défavorisées (comme les migrants et les minorités) impliquées dans les programmes de développement social, le nombre d'entreprises bénéficiant d'une aide, les ménages supplémentaires bénéficiant d'un accès à large bande, etc. Les États membres ont déterminé leurs propres objectifs et les résultats escomptés du financement de la politique de cohésion une fois que les programmes ont été adoptés. En outre, nous avons introduit des exigences particulières liées à la concentration thématique afin que les fonds alloués représentent la masse critique et puissent avoir un impact réel sur le terrain et y produire des résultats.

Dans un souci de transparence, il est très important que chaque citoyen puisse accéder à ces informations. En décembre dernier, la Commission européenne a adopté une Communication (intitulée «Investir dans la croissance et l'emploi –



Quand Walter Deffaa a débuté sa carrière en 1983, seuls neuf États membres avaient adhéré au projet européen. Trente ans plus tard, malgré des hauts et des bas, des avancées significatives ont été réalisées et plus de 508 millions de citoyens issus de 28 États membres font désormais partie de la communauté européenne en pleine croissance. Comme M. Deffaa l'a rapporté à Panorama, durant cette période, il a été le témoin de nombreux changements importants, aussi bien dans sa carrière que dans l'Union en général.



Semaine européenne des régions et des villes 2015: Photo de famille du cours de maître

optimiser la contribution des fonds ESI») détaillant les principaux résultats attendus. Ces informations sont désormais à la disposition du public sur la plateforme de données ouvertes de la Commission (<https://cohesiondata.ec.europa.eu/>), qui est régulièrement mise à jour. La politique de cohésion n'est plus un simple concept – l'orientation sur les résultats peut être considérée comme une percée importante dans la période de programmation 2014-2020.

Il s'agit d'un grand pas en avant, mais reconnaissez-vous qu'il faudra fournir plus d'efforts pour réduire le manque de communication sur la politique régionale?

Oui, la communication est un défi. Les chiffres montrent que seulement près de 30 % des citoyens sont informés des projets régionaux financés par l'UE, mais il est intéressant de noter que plus de 70 % d'entre eux en ont une opinion positive. Une meilleure communication locale peut procurer de nombreux avantages – plus les personnes seront

«Une meilleure communication locale peut procurer de nombreux avantages»

informées du travail fourni dans les régions, comme une station de traitement des eaux ou un centre d'innovation, plus leurs attitudes seront positives. Plus vous vous rapprochez des personnes sur le terrain, plus elles seront intéressées par les projets qui se déroulent dans leur région. Nous travaillons étroitement avec INFORM, le réseau des responsables de communication des États membres et des régions, afin de les aider à échanger les bonnes pratiques. Une série de séminaires impliquant différentes parties prenantes – telles que les représentations de la Commission dans les États membres et les représentants des centres d'informations Europe Direct – sont organisés dans les États membres afin de les sensibiliser au dialogue avec leurs citoyens. Et durant la dernière Journée de

l'Europe le 9 mai, les politiciens locaux ont mené un effort concerté dans plusieurs États membres pour visiter des projets et témoigner de l'aide de l'Union européenne. Nous espérons également que de plus en plus de représentants politiques des institutions européennes auront l'occasion de visiter quelques bons exemples de projets quand ils seront dans «leur» pays.

Comment la Commission peut-elle s'assurer que la politique de cohésion est utilisée au mieux dans toutes les régions?

Au fil des ans, le financement de la politique de cohésion a eu un impact considérable et, grâce à une meilleure transparence, nous avons la preuve qu'il a beaucoup contribué à améliorer les régions moins développées, notamment

en Europe de l'Est, et qu'il les a aidées à combler leur retard. Toutefois,

il existe toujours d'importantes disparités économiques et nous examinons actuellement attentivement les régions à la traîne et la manière d'améliorer notre impact dans certains pays à faible revenu et/ou régions à faible croissance. Il ne s'agit pas uniquement d'argent – il est question de gouvernance, de cadres administratif et juridique, qui sont également traités par l'introduction de conditionnalités ex-ante. D'un point de vue pratique, les échanges entre pairs entre les administrations nationales/régionales ont pour but d'améliorer la capacité administrative, alors que du point de vue de la gouvernance, les pactes d'intégrité luttent contre la fraude et la corruption, et les accords conclus entre les autorités contractantes et les soumissionnaires devraient garantir une meilleure transparence.

Les régions transfrontalières ont désormais aussi une place importante dans le programme, alors que les États membres cherchent des solutions à la crise des réfugiés et veulent renforcer la sécurité. Environ 150 millions d'Européens vivent dans ces régions et une grande majorité d'entre eux sont confrontés à des problèmes que l'argent ne peut à lui seul résoudre. Le Réexamen de la coopération

«L'orientation sur les résultats peut être considérée comme une percée importante dans la période de programmation 2014-2020. Pour la première fois, nous pouvons produire un rapport sur la destination de l'argent et sur les objectifs visés»

transfrontalière lancé par la commissaire Corina Crețu est conçu pour aborder les questions administratives et réglementaires, telles que celles liées aux soins de santé transfrontaliers, à la sécurité sociale et à la mobilité sur le marché de l'emploi. Juste pour vous donner un exemple, la traversée entre le Danemark et la Suède prenait 30 minutes en empruntant le pont de l'Øresund. Ce délai a désormais doublé en raison des contrôles de sécurité à la frontière. Avec le temps, une telle situation pourrait avoir un impact économique considérable sur les régions des deux pays, sans parler des inconvénients et des difficultés rencontrées pour les personnes qui travaillent dans un pays et vivent dans l'autre.

Et voici un autre problème: dans le passé, les disparités entre les États membres se résorbaient, mais la crise économique a mis un terme à cette convergence et a entraîné une sérieuse prise de conscience. Les régions et les villes les plus périphériques ont été les plus touchées par le ralentissement de la croissance. En réaction, nous avons davantage axé la politique de cohésion vers l'investissement et, maintenant, nous nous adressons aux fonds structurels et d'investissement européens. Nous avons presque doublé (avec environ 20 milliards d'euros) l'allocation aux instruments financiers afin d'augmenter de manière considérable le nombre d'entreprises qui pourraient bénéficier de l'aide de la politique de cohésion. L'objectif consiste à promouvoir les économies régionales en se concentrant sur les domaines de la croissance réelle, comme l'innovation et, en particulier, la stratégie de spécialisation intelligente qui, selon moi, est un instrument solide pour encourager la transition des économies régionales. De même, plusieurs régions de différents pays se sont regroupées sous l'initiative des régions de l'avant-garde pour une nouvelle croissance par les spécialisations intelligentes. Elle repose sur un engagement au sein des régions de l'UE de recourir à des spécialisations intelligentes pour stimuler une nouvelle croissance grâce à l'innovation entrepreneuriale et au renouveau industriel.





Durant cette période de programmation, nous comptons plus de 120 stratégies nationales et régionales de spécialisation intelligente à travers l'Europe. L'élément intéressant ici est que nous demandons aux États membres de coopérer avec les autorités régionales et publiques – pas uniquement avec leurs propres gouvernements – pour faire avancer le développement régional en travaillant avec les entreprises, les chercheurs, les universités et la société civile dans un processus sociétal qui est, je le pense, très important et très prometteur.

Au sein de la Commission, on a reproché à certaines DG leur manque de collaboration. Avez-vous vu une amélioration dans les synergies internes à cet égard?

Dans une certaine mesure, la coopération mentionnée à la question précédente va au-delà des structures traditionnelles et elle reflète également la manière dont nous travaillons au sein de la Commission pour nous assurer que la politique de cohésion n'est plus une politique isolée. Nous collaborons maintenant avec mes collègues dans d'autres domaines, tels que l'énergie, l'environnement et la recherche, sans oublier le développement urbain – en réalité, nous n'avons jamais eu une collaboration aussi étroite entre les différentes DG.

C'est certainement lié à mon passé, mais je crois fermement en l'innovation du secteur public, où un meilleur partage des informations et des connaissances entre les départements représente un élément important. Par exemple, nous avons introduit un dispositif, appelé «label d'excellence». Si le projet d'une équipe de recherche est présélectionné dans un appel à projets du programme Horizon 2020, mais que le financement est insuffisant pour le faire avancer et s'il est compatible avec le programme de développement régional, il peut être repris et soutenu par un financement régional sans que sa candidature ne soit reposée. Vous pouvez donc voir que de véritables synergies naissent entre la R&D et les politiques régionales.

Le plan Juncker pour l'investissement en Europe et les fonds ESI sont également liés: le plan d'investissement repose sur la rentabilité économique pour attirer des investissements privés – mais quelqu'un doit prendre les risques. Parfois, ces risques peuvent être si élevés qu'une couverture supplémentaire est nécessaire – et c'est là que la politique de

cohésion peut avoir un rôle à jouer. De bons exemples de cette synergie comprennent le Fonds d'investissement «Troisième révolution industrielle» au Nord-Pas-de-Calais, un programme visant l'objectif de zéro émissions de carbone d'ici 2050, dans le cadre duquel les besoins en énergie de la région seront couverts par des sources d'énergie renouvelables. En réalité, nous recourons désormais à une structure de gouvernance prospective et moderne afin d'essayer de rassembler, par exemple, les responsables pour l'énergie des États membres et les gestionnaires de fonds – de même pour l'environnement.

Cette synergie s'étend-elle à d'autres institutions européennes ou à d'autres pays en dehors de l'Europe?

Bien sûr, nous débattons de toutes les grandes questions avec le Parlement, le Conseil et le Comité des régions (CdR) – le partenariat avec ce dernier est particulièrement important pour nous. Dans le passé, leur soutien était plus général, mais il est désormais plus stratégique, notamment dans le programme urbain

«De véritables synergies naissent entre la R&D et les politiques régionales»

et les spécialisations intelligentes. L'élaboration intégrée de politiques s'occupe davantage des domaines stratégiques, tels que les aspects environnementaux, les questions sociales, l'aide aux petites entreprises, etc., notamment dans les villes. Le pacte d'Amsterdam et le programme urbain fournissent un nouveau paradigme intéressant de gouvernance à plusieurs niveaux dans un domaine politique stratégique.

En Europe, les statistiques montrent que les villes, grandes et moyennes, sont les moteurs de la croissance et, en tant que telles, ont besoin d'une élaboration intégrée de politiques. Mais n'oublions pas que la vie urbaine comporte des désavantages comme les questions sociales, la pollution, les embouteillages, la pénurie

de logements, etc., qui méritent une attention particulière. Néanmoins, les systèmes urbains d'Europe sont considérés, en général, comme des exemples de bonnes pratiques – l'Amérique latine et des pays comme la Chine ou le Japon, qui disposent de schémas urbains moins équilibrés – sont prêts à tirer des leçons de notre expérience.

Comment le projet européen a-t-il changé depuis que vous avez rejoint la Commission?

Quand j'ai commencé à travailler à Bruxelles au début des années 1980, nous étions neuf États membres et nous étions en situation de crise – tout le monde parlait de l'euroscélérose, et le rapport Werner pour l'union économique

et monétaire avait échoué. En réalité, je pense que, d'une certaine manière, la crise a toujours fait partie du projet européen, mais nous avons toujours avancé pour la surmonter.

Au départ, le projet concernait l'intégration de l'Europe de l'Ouest – ensuite, la monnaie unique a été adoptée par 19 États membres en 2002. Depuis lors, nous avons réuni le continent grâce à l'élargissement à l'Est et nous avons continué à avancer avec près de trois fois plus d'États membres maintenant impliqués dans l'élaboration commune de politiques. Mais nous continuons à connaître des crises, comme maintenant – des crises même profondes. Dans les années 1980 et 1990, nous nous plaignions qu'il n'y avait pas de réel débat





«Durant cette période de programmation, nous comptons plus de 120 stratégies nationales et régionales de spécialisation intelligente à travers l'Europe»

politique public sur les affaires européennes, ce qui n'est plus le cas maintenant, même si cela s'est avéré difficile pour les personnes qui ont travaillé sur le projet européen.

Enfin, après une carrière aussi enrichissante, comment comptez-vous profiter de votre retraite?

Contrairement à certaines carrières, le poste de directeur-général ne peut se faire à temps partiel – je pense qu'il aurait été préférable de ralentir petit

à petit plutôt que d'arrêter complètement du jour au lendemain. Mais j'ai déjà planifié plusieurs projets pour passer mon temps, y compris améliorer mon swing, faire de la randonnée dans les Alpes avec une de nos filles, donner des cours à l'université ou peut-être essayer quelque chose de tout à fait différent – à voir! J'apprécie vraiment la carrière que j'ai eue à la Commission européenne et – en plus de l'apprécier – j'aimerais également rendre quelque chose à la communauté. ■

L'homme fort de la simplification

Panorama propose une interview exclusive de Siim Kallas, ancien vice-président de la Commission et président du groupe de haut niveau sur la simplification.

Mr Kallas, pouvez-vous brièvement nous expliquer l'objectif du groupe de haut niveau?

L'objectif de notre groupe consiste à nous assurer que toutes les options possibles en vue de simplifier la vie des bénéficiaires sont reprises par les États membres. Nous examinons les bons exemples, dans lesquels le processus est déjà suivi, ainsi que les raisons qui poussent encore certains pays à hésiter. Nous nous tournons également vers l'avenir, en sortant des sentiers battus, pour trouver des solutions innovantes pour parvenir à la simplification. Nous conseillons la Commission européenne sur la manière de poursuivre la réduction des lourdeurs administratives des bénéficiaires de Fonds structurels et d'investissement européens au cours de la période de programmation actuelle, et nous réfléchissons à des perspectives à plus long terme, en fournissant des données pour la période après 2020.

Qu'est-ce qui vous a motivé à accepter le poste de président du GHN, et quels défis avez-vous rencontrés par la suite?

Mon intérêt personnel pour la simplification remonte aux réformes que je menais en Estonie, notamment lorsque je m'assurais que les outils informatiques étaient largement utilisés au sein du gouvernement. Le poste de commissaire européen responsable de la décharge sur l'exécution du budget de l'UE que j'ai occupé me motive également. J'aimerais que, partout en Europe, l'administration publique fasse toujours son possible pour simplifier ses communications avec les citoyens.

Les Fonds structurels et d'investissement européens représentent une partie considérable du budget de l'UE et ils sont très appréciés des citoyens, des régions et des États membres. Ils permettent aux citoyens de voir très concrètement des réalisations de l'UE dans leurs régions. De nombreux bénéficiaires se plaignent que l'accès aux fonds européens est trop difficile, et que, même lorsque le financement est accordé, la gestion d'un projet et de toute sa bureaucratie et ses audits ne leur donne plus envie de recommencer. Cela a des incidences importantes sur la réputation des fonds, et nous devons nous assurer que ces obstacles ne nuisent pas aux objectifs que nous essayons d'atteindre avec cet investissement.

Je pense que l'un des plus grands problèmes rencontrés est d'imputer de manière disproportionnée les erreurs à la sphère politique. Par exemple, une simple faute dans la procédure est considérée comme une erreur. Quand la Cour des comptes rapporte une erreur de trois pour cent, tout le monde arrive à la conclusion que trois pour cent de l'argent du Fonds de cohésion est gaspillé. Et parce que tout le monde a peur de faire une erreur, les États membres demandent souvent des clarifications et davantage d'orientations. Ces orientations deviennent du droit non contraignant, ce qui entraîne plus de restrictions et une plus grande insécurité juridique. La situation s'apparente alors à une «jungle réglementaire ingérable». Nous devons mettre un terme à ce cercle vicieux de perpétuelle production de réglementations.



Afin de parvenir à de meilleurs résultats et de promouvoir des procédures plus simples d'utilisation pour les bénéficiaires, la Commission européenne souhaite maximiser la simplification durant la période 2014-2020. En juillet dernier, elle a donc instauré un groupe de haut niveau composé d'experts indépendants pour relever ce défi ambitieux et contrôler la simplification des procédures suivies par les bénéficiaires des Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI). Ci-dessous, Siim Kallas, le président de ce groupe de haut niveau, fait état des avancées du groupe.



Le partage de l'expertise

Le groupe de haut niveau sur la simplification pour les bénéficiaires des Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) a été mis en place par la Commission européenne en juillet 2015. Ce groupe composé de 12 experts conseille la Commission sur la manière de réduire la charge administrative qui pèse sur les bénéficiaires de Fonds ESI. Le groupe évalue l'adoption des opportunités de simplification par les États membres, identifie les bonnes pratiques et formule des recommandations pour la Commission européenne sur l'amélioration de l'adoption de mesures de simplification pour les cadres réglementaires 2014-2020 et après 2020.

Qu'a réalisé le groupe jusqu'à présent et qu'espère-t-il encore réaliser?

Le groupe de haut niveau a déjà réalisé énormément de choses. En moins d'un an, nous nous sommes réunis trois fois et nous avons déjà analysé quatre sujets: la gouvernance électronique; les options simplifiées en matière de coûts (OSC); l'accès au financement de l'UE pour les PME; et les instruments financiers. Le 1er mars, une première série de conclusions et de recommandations sur la gouvernance électronique et les OSC a été envoyée à la Commission et mise à disposition des parties concernées. D'ici la fin du mois de juin, nous espérons trouver un accord sur la deuxième série de conclusions et de recommandations sur

l'accès au financement de l'UE pour les PME et les instruments financiers et la publier. Il s'agit de rapports intermédiaires, pour ainsi dire, sur les différents sujets abordés, et nous apporterons notre contribution au rapport final sur la simplification en 2018. Pour l'instant, nous nous intéressons aux domaines qui sont d'après nous susceptibles d'avoir des incidences sur la période actuelle, mais, plus tard cette année, toute notre attention sera tournée sur la simplification du cadre de mise en œuvre pour après 2020. Nous souhaitons rendre notre rapport sur ce sujet avant l'été 2017, afin que la Commission puisse avoir le temps de l'intégrer à sa réflexion sur l'avenir de la politique de cohésion.

Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur ce que nous pouvons attendre de votre prochaine réunion, qui portera sur la surréglementation?

Les administrations elles-mêmes ajoutent de nombreuses réglementations et de nombreux contrôles pour éviter les erreurs. Mais plus de réglementations signifie simplement plus de complications et plus d'erreurs, ce qui représente un gros problème pour nos bénéficiaires. Au cours de notre prochaine réunion, deux de nos membres présenteront leur rapport sur la «surréglementation». Nous écouterons également des témoignages d'autorités de gestion, d'organismes d'exécution, d'administrations locales et, bien sûr, de bénéficiaires finaux. Cette discussion devrait nous donner un bon aperçu de la situation pour que notre groupe puisse avancer des recommandations concrètes afin de mieux traiter cette question importante.



Première rencontre du groupe de haut niveau en octobre 2015

Une perspective unique

Siim Kallas dispose d'une vaste expérience dans les défis liés à la simplification des réglementations européennes. Il a rempli deux mandats sous la Commission Barroso, le premier en tant que vice-président de la Commission chargé de l'administration, de l'audit et de la lutte antifraude, et, le second en tant que commissaire aux transports. Il a également été Premier ministre et ministre des finances estonien. Son expérience des réformes en Estonie et son observation de la transformation économique apportée par le soutien financier européen et des réformes lui ont conféré une perspective unique sur la manière d'associer au mieux financement européen et progrès sur le terrain. Il a une formation en économie et en finances, et est également un professeur invité de l'Université de Tartu en Estonie.

En tant que président du GHN, comment pensez-vous atteindre la simplification?

Tout le monde veut des résultats et une bonne utilisation de l'argent, la simplification devrait donc garantir que le système de mise en œuvre est amélioré afin de se concentrer uniquement sur les résultats. Pour cette période, nous devons maximiser les possibilités existantes; nous avons déjà formulé quelques recommandations sur les objectifs que nous pensons réalisables, comme de faciliter l'utilisation des coûts simplifiés par les autorités de gestion.

Pour l'avenir, je pense que nous devons adopter une approche plus radicale, une approche qui reflète certains changements de priorités adoptés pour les Fonds. Je veux dire par là que le cadre devra être mieux adapté au type d'investissement, par exemple en ayant une approche plus flexible pour refléter la nature des différents instruments financiers. Nous devons également aborder la question de la confiance entre les différents audits et contrôles.

Aussi bien pour cette période que pour l'avenir, je pense que la simplification ne sera atteinte qu'avec la volonté politique et le soutien de tous les acteurs. La simplification est de plus en plus sollicitée. De toute évidence, la Commission est ouverte à de meilleures solutions pour mettre en œuvre les fonds étant donné qu'elle a instauré le groupe de haut niveau, mais j'ai également vu la même ouverture dans mon engagement avec le Parlement européen et le Comité des régions. Je sais que les États membres aussi sont prêts et je crois fermement que nous pouvons trouver des solutions concrètes. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://bit.ly/1eYWX6J>

NOUVELLES [EN BREF]

Présentation de projets en Grèce

Dans le cadre de la campagne européenne «L'Europe dans ma région» lancée par la direction-générale de la politique régionale et urbaine, les Grecs ont eu l'occasion en mai et en juin d'en apprendre plus sur les projets cofinancés par l'UE dans leur région. Grâce à 26 événements organisés à Athènes et dans neuf régions par l'Autorité nationale de coordination du NSRF du ministère de l'économie, du développement et du tourisme et par les Autorités de gestion des régions, les citoyens se sont principalement intéressés aux projets liés au secteur de l'éducation, de la culture, des transports et de l'environnement urbain.

La région de la Crète a invité des étudiants à des démonstrations d'une application d'intelligence artificielle par des chercheurs de l'Institute for Informatics of the Foundation for Research and Technology. Différents événements d'information ont eu lieu dans cinq écoles de la région, ainsi qu'à Chios et Tripoli, qui ont été construites, agrandies ou rénovées grâce au financement du NSRF 2007-2013.

Dans le secteur du transport à Athènes, l'Autorité nationale de coordination du NSRF du ministère de l'économie, du développement et du tourisme a initié un grand projet cofinancé par l'UE qui a présenté d'autres projets bénéficiant d'un financement.

Lors de la Journée de l'Europe, la région de la Macédoine-Orientale-et-Thrace a ouvert le siège de la garnison de Xanthi, qui a été restauré avec des fonds du NSRF, et a organisé une exposition



sur la transformation d'un ancien entrepôt de tabac en un hôtel cinq étoiles à Drama, grâce au financement JESSICA. Des projets culturels ont également été présentés par les régions de l'Épire, des îles Ioniennes, de la Thessalie, de la Grèce-Occidentale, du Péloponnèse et de la Grèce continentale.

POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/atlas/greece/

Une année fructueuse pour l'EFSI

Dix-huit mois après le lancement du plan d'investissement pour l'Europe par le président Jean-Claude Juncker et un an après le début du Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI), la Commission a fait le point sur les réalisations accomplies à ce jour.

Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI), géré par le Groupe BEI, est sur la bonne voie pour mobiliser au moins 315 milliards d'euros en investissements supplémentaires dans l'économie réelle d'ici la moitié de l'année 2018. L'EFSI fournit une garantie de première perte, ce qui signifie que la BEI a pu investir dans davantage de projets, parfois plus risqués, et ce, plus rapidement grâce à l'EFSI. Dans l'ensemble, le Fonds est déjà actif dans 26 États membres et il devrait engendrer un investissement de 100 milliards d'euros avec les approbations obtenues jusqu'à présent.

En février, la Commission a publié des orientations sur la manière dont les fonds structurels et d'investissement européens (fonds ESI) peuvent être combinés avec l'EFSI pour permettre d'atteindre le plus grand investissement possible. Dans la pratique, un premier ensemble de projets profite déjà de cette combinaison qui sera simplifiée par la suite. ■

FIND OUT MORE

<http://europa.eu/!XC78YN>

Un pour tous, tous pour un



INTERact 

Le programme Interact représente un exemple de bonne pratique dans la gestion efficace grâce au développement d'outils harmonisés pour la communauté Interreg, y compris KEEP, HIT, eMS et la marque Interreg. Explications de Gabriel Alvarez, responsable de la communication Interact.

Les régions européennes rencontrent souvent de nombreux défis liés à la gestion efficace des fonds structurels et d'investissement européens (fonds ESI), notamment pour éviter les erreurs financières durant la production de résultats concrets. Pour cette raison, chaque pays, voire même chaque administration régionale, a pris l'habitude de développer ses propres solutions. Cette approche peut toutefois entraîner des coûts administratifs et financiers élevés.

Pour gérer cette situation, la Commission européenne a mis en place un groupe d'experts indépendants de haut niveau chargé du suivi de la simplification pour les bénéficiaires des fonds ESI. Sa tâche consiste à conseiller la Commission sur la simplification et la réduction des charges administratives supportées par les bénéficiaires des fonds ESI.

En même temps, les priorités d'investissement au sein du Fonds européen de développement régional (FEDER) comprennent, entre autres, l'amélioration des capacités institutionnelles des autorités publiques et des parties prenantes, ainsi qu'une administration publique efficace. Ce point est repris par l'objectif thématique (OT) 11 du règlement portant dispositions communes (RPDC) pour la période de programmation 2014-2020.

Une administration publique de haute qualité a un impact positif sur l'environnement économique en stimulant la productivité, la compétitivité et la croissance. Cette toile de

fond offre une grande opportunité aux programmes Interreg et aux États membres de maximiser les synergies entre leurs différents organes.

Dans son rôle de facilitation, le programme Interact a choisi l'harmonisation comme l'une des principales mesures de simplification afin de rationaliser le travail des organes et des bénéficiaires du programme Interreg. Avec le soutien d'Interact en tant que facilitateur, les groupes de travail et les groupes d'experts de la communauté Interreg ont été mis en place afin de participer au développement des produits communs qui seront utilisés par tous les programmes.

Grâce à cette approche conjointe, les programmes Interreg ont sans aucun doute contribué à préserver des ressources humaines et financières dans un effort visant la coopération, la simplification et l'orientation sur les résultats. Le bilan de cette action a permis à Interact de créer KEEP, HIT, eMS et une marque cohérente pour Interreg.

keep

KEEP est la base de données européenne complète et conviviale, le moteur de recherche et l'outil de regroupement des projets et bénéficiaires d'Interreg, d'Interreg-IAP CBC et IEVP/IEV CBC depuis 2000. Elle améliore la visibilité, la coopération et la transparence d'Interreg dans l'utilisation des fonds européens ainsi que l'analyse des écarts de coopération, des réussites et des tendances.

Elle offre un certain nombre de possibilités pour trouver les bons partenaires, découvrir des projets similaires dans différents domaines thématiques et extraire les données à des fins de rapport, de recherche ou de statistique. À ce jour, plus de 17 000 projets de coopération territoriale ont été enregistrés dans la base de données KEEP, ce qui représente 73% des projets de la période 2000-2006 et 93% de tous les projets 2007-2013.



Les outils et procédures harmonisés (HIT) comprennent une série de modèles, de fiches d'information et de modèles de formulaires destinés à soutenir et à guider la gestion du programme Interreg dans différents domaines: sélection et mise en œuvre de projets, contrôle financier et audit, et éligibilité des dépenses.

Ils entraînent un ensemble mutuellement convenu d'attentes minimales relatives à la collecte et au traitement des données, selon les exigences des politiques européennes en vigueur. Un sondage d'Interact effectué en 2015 révèle que 66% des programmes Interreg utiliseront les HIT en 2014-2020, alors que 20% des programmes s'en inspireront.

eMS est un logiciel de suivi prêt à l'emploi destiné aux programmes et aux projets de coopération européens qui couvre l'ensemble du cycle depuis la demande de projet, son évaluation et sa mise en œuvre jusqu'au paiement et au rapport à la Commission européenne.

Le logiciel développé par Interact est fourni gratuitement aux programmes de coopération de l'UE. À ce jour, 33 programmes Interreg, Interreg-IAP CBC et IEV CBC ont rejoint la communauté eMS, et une grande partie d'entre eux utilise déjà le logiciel pour les appels de candidatures, les évaluations de projets et les rapports.



eMS rend les programmes de coopération de l'UE plus accessibles aux candidats car il harmonise la demande de projet et les interfaces utilisateurs pour les rapports au sein de l'Europe. Il a jusqu'à présent permis d'économiser plus de 10 millions d'euros de l'argent des contribuables.

eMS a également été reconnu comme une bonne pratique par le groupe de haut niveau sur la simplification de la DG Regio (voir page 14).



Interact est un programme du FEDER qui fait partie de la communauté Interreg et qui s'intéresse à la prestation de services pour soutenir les programmes Interreg, Interreg IAP-CBC et IEV. Il traite de l'objectif thématique 11 «Renforcer les capacités institutionnelles et contribuer à l'efficacité de l'administration publique».

Marque commune

La marque d'Interreg reprend des initiatives telles que l'adoption d'une nomenclature commune (Interreg) pour tous les programmes quelle que soit la langue, un logo commun et une campagne de communication appelée Journée de la coopération européenne. La campagne vise à diffuser les résultats des projets issus de l'organisation d'événements locaux qui se tiennent chaque année le 21 septembre.

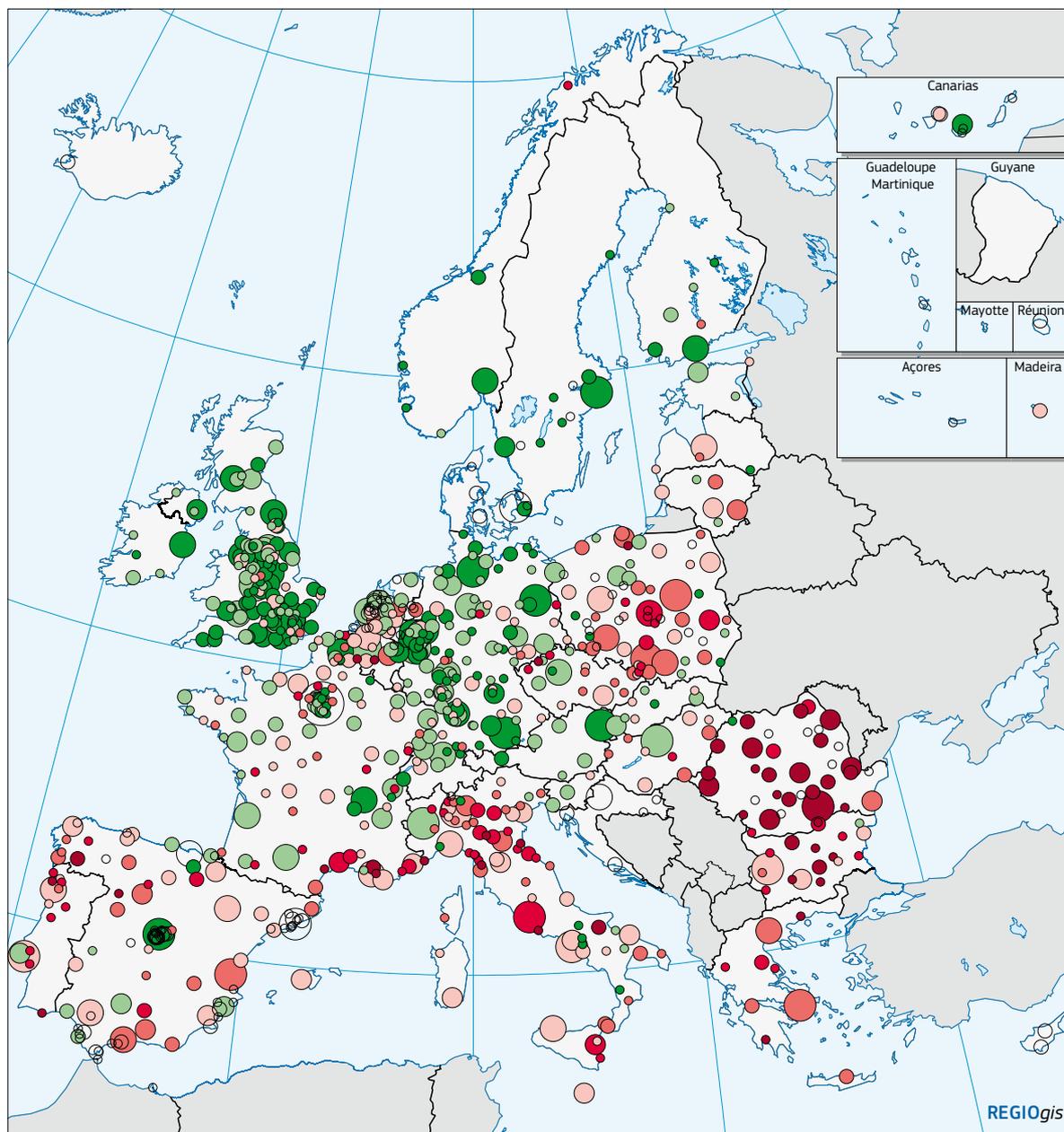
Une approche commune pour une marque Interreg consiste à améliorer la visibilité et la perception. La Commission européenne a même réintroduit le nom (Interreg V) dans sa décision relative aux domaines et aux budgets du programme qui repose sur l'initiative de la marque Interreg. Plus de 70% des programmes ont adopté le nouveau logo Interreg et ont participé à la Journée de la coopération européenne. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

www.interact-eu.net

DÉCÈS SUR LA ROUTE RECENSÉS DANS LES VILLES, 2011-2013

L'UE souhaite réduire de 50% le nombre de décès sur les routes d'ici 2020, ce qui reviendrait à moins de 3,1 pour 100 000 habitants. Cet objectif a déjà été atteint dans toutes les villes indiquées en vert. Malgré une diminution du nombre de décès sur les routes dans la plupart des villes du Nord-Ouest de l'Europe, celles indiquées en violet doivent toujours faire baisser ces chiffres. Ce taux est particulièrement élevé dans la majorité des villes roumaines (> 9) et dans de nombreuses villes bulgares et grecques (> 6). Des avancées sont toujours attendues dans la plupart des villes en Italie, en Pologne, en Espagne et au Portugal afin de répondre à l'objectif fixé par l'UE d'ici 2020.



Morts par 100000 habitants

- < 2.0
- 2.0 - 3.1
- 3.1 - 4.5
- 4.5 - 6.0
- 6.0 - 9.0
- >= 9.0
- Pas de données

Population des centres urbains

- < 100000
- 100000 - 250000
- 250000 - 500000
- 500000 - 1000000
- 1000000 - 5000000
- >= 5000000

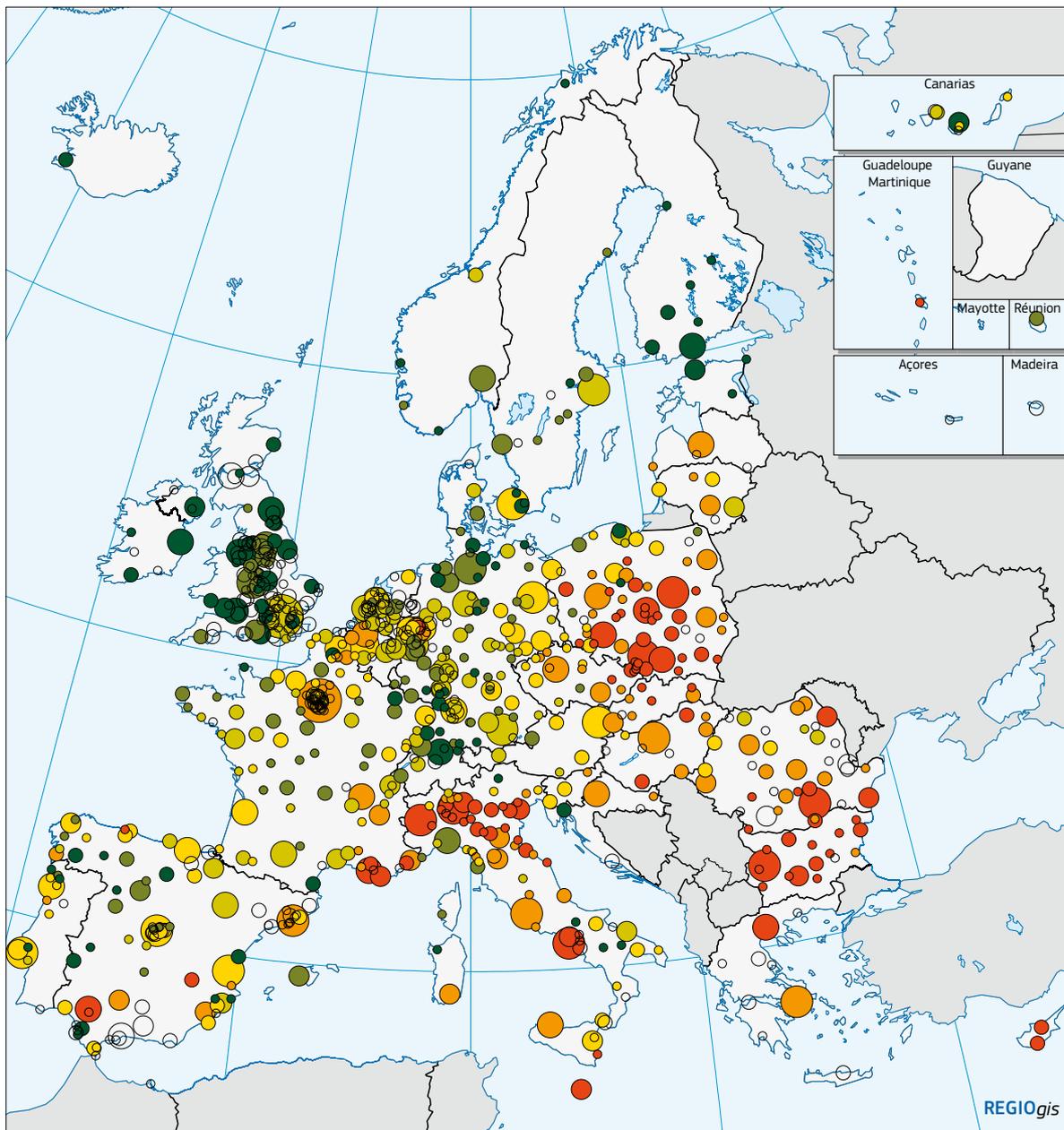
AT: 2013; BE: 2011 and 2013
 IT, PL, PT, SI, SK, FI, NO:
 2011-2012;
 IE, EL: 2011; CZ, ES, FR, SE: 2010-2011;
 MT: 2009; LU:
 2008-2009; RO: 2008
 Source: Eurostat

0 500 Km

© EuroGeographics Association pour les limites administratives

CONCENTRATION DE PARTICULES EN SUSPENSION DANS L'AIR (PM10) DANS LES VILLES, 2013

La pollution de l'air peut avoir un effet négatif sur la santé et même réduire l'espérance de vie. La directive européenne limite la concentration des particules de 10 µm* à moins de 40 µg/m³. En 2013, les villes indiquées en rouge dépassaient ce seuil. La valeur guide de l'Organisation mondiale de la santé est plus stricte et s'élève à 20 µg/m³. Toutes les villes indiquées en jaune et en orange dépassaient cette valeur en 2013. Les plus fortes concentrations se trouvaient en Bulgarie, dans le Sud de la Pologne, à Chypre et dans la vallée du Pô en Italie. Seules quelques villes, principalement situées en Finlande et au Royaume-Uni, et quelques-unes en Espagne, en France et en Allemagne, respectaient ces deux seuils.

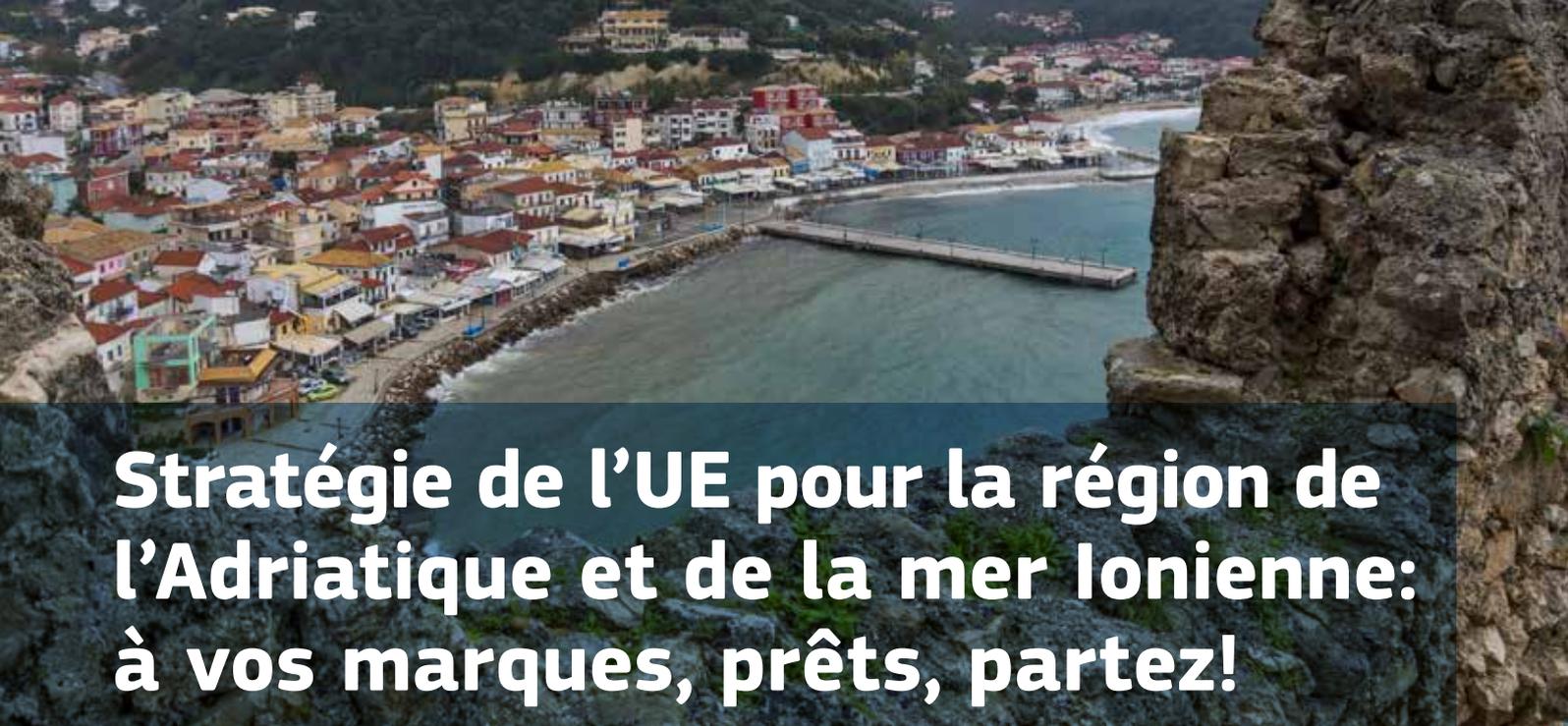


<p>Concentration moyenne quotidienne (µg/m³)</p> <ul style="list-style-type: none"> ● < 19 ● 19 - 21 ● 21 - 23.5 ● 23.5 - 27 ● 27 - 33 ● ≥ 33 ○ Pas de données 	<p>Population des centres urbains</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ < 100000 ○ 100000 - 250000 ○ 250000 - 500000 ○ 500000 - 1000000 ○ 1000000 - 5000000 ○ ≥ 5000000 	<p>Moyenne enregistrée aux stations situées dans le périmètre des villes. Sources: AEE, DGREGIO</p>
--	---	---

0 500 Km

© EuroGeographics Association pour les limites administratives

* particles are measured in µm = micrometre (1.1000 of a millimetre) / µg/m³ = microgram per cubic metre (1 microgram = 1/1000000 gram)



Stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne: à vos marques, prêts, partez!

La stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR) a pour objectif d'aider la région – qui compte 70 millions de personnes et qui est essentielle à la continuité géographique de l'Europe – pour profiter pleinement d'une coopération plus étroite dans différents domaines, tels que la promotion de l'économie maritime, la préservation de l'environnement, l'amélioration des réseaux de transport et d'acheminement de l'énergie, et la promotion du tourisme durable.

Un an et demi après le lancement de la conférence à Bruxelles en novembre 2014, cette troisième stratégie macro-régionale européenne est désormais dans sa phase de mise en œuvre. La base du travail commun des huit pays participants (Albanie, Bosnie-et-Herzégovine, Croatie, Grèce, Italie, Monténégro, Serbie et Slovaquie) a été déterminée en recourant à une plateforme stable destinée à définir les priorités dans les quatre piliers thématiques de la stratégie: 1) croissance bleue; 2) interconnexion de la région; 3) qualité environnementale; et 4) tourisme durable. Le programme ADRION d'Interreg, adopté en décembre 2015 et qui couvre la même zone géographique que l'EUSAIR, comprend un axe prioritaire conçu pour soutenir les structures de gouvernance et de gestion de la stratégie.

Les 12 et 13 mai 2016, à l'occasion du 1^{er} forum EUSAIR à Dubrovnik (Croatie), la commissaire à la politique régionale Corina Crețu a rejoint les ministres des affaires étrangères et des fonds européens des huit pays impliqués, ainsi que plus de 600 parties prenantes importantes (les administrations

nationales, régionales et locales, les universités, le secteur des entreprises et la société civile) dans la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne pour dresser le bilan des avancées réalisées par la stratégie macro-régionale de l'UE et définir la voie à suivre.

Des paroles aux actes

Inaugurant le forum, la commissaire Crețu a fait référence aux trois éléments principaux nécessaires pour passer des paroles aux actes: premièrement, le besoin de penser au-delà des frontières et des secteurs et donc de sortir de la «zone de confort»; deuxièmement, s'assurer que tous les partenaires concernés se trouvent autour de la table; et troisièmement, traduire la volonté politique en ressources adéquates. La déclaration de Dubrovnik adoptée par les ministres confirme leur volonté d'engager des ressources financières, administratives et techniques, et de lancer des appels pour harmoniser la stratégie et les priorités nationales de financement.

Les participants au forum ont débattu de l'approche macro-régionale et de la manière dont elle peut contribuer à renforcer la résilience de la région en s'attaquant conjointement aux défis complexes et divers en jeu, que les pays ne peuvent plus relever seuls. Le besoin d'un système de gouvernance efficace à plusieurs niveaux, essentiel à la bonne mise en œuvre de la stratégie et à la réalisation de ses objectifs, a également été souligné.

Le forum a confirmé le potentiel de l'EUSAIR, non seulement pour améliorer la compétitivité et l'interconnexion de la région, mais aussi pour soutenir les efforts d'intégration européenne des quatre pays candidats participants et candidats potentiels.

La stratégie aide huit pays à travers quatre piliers:



Croissance bleue

EUSAIR

Grèce et Monténégro



Interconnexion de la région

EUSAIR

Italie et Serbie



Qualité environnementale

EUSAIR

**Slovénie et
Bosnie-et-Herzégovine**



Tourisme durable

EUSAIR

Croatie et Albanie

Aspects transversaux et principes horizontaux:

- › Renforcement des capacités, y compris la communication
- › Recherche, innovation, petites et moyennes entreprises
- › Atténuation du changement climatique et adaptation à celui-ci
- › Gestion du risque de catastrophes



Le 1er juin 2016, le gouvernement croate a cédé la présidence pro tempore de l'initiative adriatico-ionienne et de l'EUSAIR au gouvernement grec. À l'occasion de la session de clôture du forum, le sous-ministre de l'économie Alexis Charitsis a déclaré que la présidence grecque suivrait le leitmotiv «pensez au niveau macro-régional, agissez au niveau local».

Une stratégie macro-régionale est un cadre intégré qui peut être soutenu par les fonds structurels et d'investissement européens, entre autres, pour relever les défis communs rencontrés par les États membres de l'UE et les pays non membres de l'UE situés dans la même zone géographique. Ils bénéficient donc d'une coopération renforcée qui permet d'atteindre une cohésion économique, sociale et territoriale.

La stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne, approuvée par le Conseil en 2014, est la troisième stratégie macro-régionale européenne qui suit la stratégie pionnière de l'UE pour la région de la mer Baltique (EUSBSR) et la stratégie de l'UE pour la région du Danube (EUSDR), respectivement approuvées par le Conseil en 2009 et 2011. Une quatrième stratégie macro-régionale pour la région alpine a quant à elle été lancée en janvier 2016 (voir *Panorama 56*).

POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/en/conferences/adriatic-ionian/2016

<http://www.adriatic-ionian.eu/>

Photographié

Chaque année en Europe, des milliers de projets bénéficient d'un financement régional de l'Union européenne. Le concours photo «L'Europe dans ma région» constitue une belle occasion de sortir et de photographier un projet financé par l'UE. Voici une petite sélection de photos prises à travers différentes régions d'Europe ces dernières années.

La date limite pour le concours de cette année est fixée au 28 août 2016. Les lauréats recevront leurs prix durant la Semaine européenne des régions et des villes qui se tiendra à Bruxelles du 10 au 13 octobre. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://goo.gl/t3iwcT>





Panorama vous invite à envoyer vos commentaires!

«La parole est à vous» est la section de Panorama où les parties intéressées aux échelons local, régional, national et européen donnent leur avis sur la réforme de la politique de cohésion et exposent les grandes lignes de leurs projets pour la période de programmation 2014-2020.

Panorama welcomes your contributions in your language, which we may feature in future editions. Please contact us for further information about deadlines and guidelines for your contribution.

regio-panorama@ec.europa.eu

Arctic Smartness – exploiter le potentiel de la région

La Laponie est la région la plus septentrionale de l'UE et la porte vers la région arctique. Elle joue un rôle essentiel non seulement dans le changement climatique et le développement durable des ressources naturelles, mais aussi dans la coopération internationale, la sécurité et le développement économique du monde, comme l'a mentionné la récente Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil sur une politique arctique intégrée de l'Union européenne.

L'expression «région arctique» s'accompagne souvent de stéréotypes, tels que la neige et la glace, mais la région a bien davantage à offrir: de nombreuses ressources naturelles, de bonnes infrastructures et une nouvelle manière de penser. En seulement quelques années, la Laponie a transformé ses défis arctiques en Arctic Smartness.

Comment est-elle donc devenue la région innovante la plus avancée de l'Arctique? Aujourd'hui, la Laponie représente une rare association d'innombrables petits villages, de centres-villes et de lieux à vocation touristique, où tout le monde trouve sa place. La région compte des forêts et des fleuves tumultueux, mais elle propose aussi de nombreux services de recherche ainsi qu'un environnement économique et propice à l'investissement qui est stable et soutenu par une coopération et des réseaux de collaboration solides au niveau transfrontalier. Ici, l'Arctique fait partie du quotidien.

L'équilibre entre l'expertise industrielle et l'engagement envers le développement durable est au centre de l'exploitation des ressources naturelles de la Laponie.

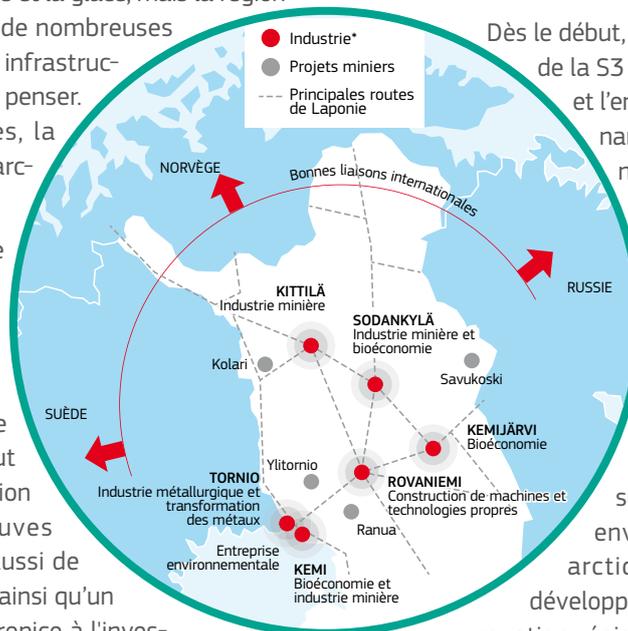
Malgré cet impressionnant développement industriel (la région compte l'une des plus grandes concentrations industrielles de forêts et d'affinage des minéraux de l'UE), la Laponie demeure

l'un des endroits où l'eau et l'air sont les plus purs au monde. C'est également la plus grande région certifiée de récolte de produits naturels.

«En Laponie, nous avons opté pour des décisions courageuses et libérales destinées à investir dans notre avenir. La Laponie était l'une des premières régions de Finlande à s'adapter au concept de spécialisation intelligente (S3). La spécialisation intelligente était une étape importante qui nous a permis de reconnaître les industries qui ont émergé grâce au potentiel de la région, et qui a jeté les bases de l'Arctic Smartness de la région», rapporte Kristiina Jokelainen, responsable de la S3 et du développement des regroupements régionaux du Conseil régional de Laponie.

Dès le début, la planification et la mise en œuvre de la S3 reposaient sur la large participation et l'engagement régional des parties prenantes. L'Arctic Smartness de la Laponie est un lien créé entre les différents secteurs et les différentes technologies au sein de la collaboration régionale et interrégionale.

Les regroupements régionaux de l'Arctic Smartness (l'industrie et l'économie circulaire arctiques; la communauté rurale arctique intelligente; la conception arctique; la sûreté et la sécurité arctiques; et les environnements de développement arctiques) représentent l'ossature du développement durable et du système d'innovation régionale de la Laponie. Cette approche moderne, multisectorielle et synergique, qui voit au-delà des frontières, nous aide à surmonter le manque de masse critique de la région et à intégrer les industries de Laponie dans les chaînes de valeur mondiales.



Päivi Ekdahl - Directrice du développement, Conseil régional de Laponie



La politique de cohésion aide les îles

Les régions insulaires présentent des caractéristiques communes et spécifiques qui les distinguent clairement des régions continentales. Les fonds structurels et d'investissement européens sont essentiels pour encourager des projets d'investissement à long terme dans ces régions et combler les écarts de financement.

L'article 74 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne reconnaît que les régions insulaires souffrent de handicaps permanents qui requièrent une attention particulière. Les défis quotidiens qu'elles rencontrent, tels que l'absence d'économies d'échelle, les petits marchés et les investissements privés limités dans différents secteurs, y compris le transport, l'efficacité énergétique (avec des conséquences pour la pauvreté énergétique), la connectivité numérique, etc., ont tous un impact sur les affaires et les revenus.

La politique de cohésion représente dès lors la meilleure politique européenne pour les aborder. Les régions insulaires ont fourni d'excellents exemples de l'utilisation des fonds structurels et d'investissement européens, notamment dans les transports, l'efficacité énergétique, l'énergie renouvelable et la recherche, qui contribuent aux objectifs stratégiques européens à l'horizon 2020 et au-delà.

Toutefois, des exemples d'échecs et de distorsions sont à noter, en particulier dans l'accès à la politique de cohésion pour les îles classées au niveau NUTS 3 ou en dessous et qui font partie des régions NUTS 2 situées sur le continent et dont le PIB est considérablement plus élevé.

En raison de leur éloignement et de leurs caractéristiques inhérentes, les îles ont été particulièrement touchées par la récente crise financière. Les derniers chiffres du PIB régional publiés par Eurostat pour 2014 révèlent que les plus importantes chutes en Europe – de l'ordre de 30% – ont été relevées dans les îles, ce qui témoigne encore du retard de développement croissant entre le centre de l'Europe et sa périphérie. Cette situation constitue un défi qui peut être surmonté spécifiquement en renforçant la dimension territoriale de la politique de cohésion pour l'avenir.

La conférence des régions périphériques maritimes (CPMR) (<http://www.cpmr.org/fr/index.php?act=>), qui regroupe plus de 160 régions et 200 millions d'habitants, fait campagne pour un développement plus équilibré au sein du territoire européen. Depuis 1973, la CPMR et sa Commission des îles veillent à ce que les besoins et les intérêts de leurs régions périphériques et insulaires soient pris en compte dans les politiques ayant un important impact territorial, comme la cohésion sociale, économique et territoriale, les politiques maritimes et l'accessibilité. ■

M. George Hatzimarkos, président de la Commission des îles de la conférence des régions périphériques maritimes et gouverneur de la région de l'Égée-Méridionale (Grèce)



L'approche intelligente de la Poméranie vis-à-vis de la revitalisation urbaine

La Poméranie est une région autonome polonaise qui gère un programme opérationnel (PO) du Fonds européen de développement régional (FEDER) chargé, inter alia, de la revitalisation urbaine. Le PO est l'un des outils utilisés dans la mise en œuvre de la stratégie de développement régional de la Poméranie 2020.

Le programme opérationnel (PO) régional de Poméranie pour 2014-2020 vise à relever les défis du développement que la région rencontre dans l'économie, l'éducation, les activités professionnelles et sociales, le potentiel des territoires individuels, le système des transports, l'énergie et l'environnement. S'appuyant sur une grande variété de thèmes et différents instruments de mise en œuvre, la solution consiste à garantir une synergie, une cohérence et une coordination sans heurts.

Pour y parvenir, la Poméranie applique avec succès une approche de négociation qui repose sur la participation et l'implication des différentes institutions, entités et communautés partenaires. Il s'agit de définir des spécialisations intelligentes, de développer les meilleurs projets de revitalisation et de coordonner des activités dans les villes et leurs zones fonctionnelles environnantes.

La région polonaise a adopté un processus de partenariat ascendant unique qui définit les spécialisations intelligentes en fonction des propositions soumises dans une compétition ouverte par la communauté scientifique et les entreprises intéressées. Les propositions ont été évaluées par des experts situés en dehors de la région, et à l'étranger, qui ont de l'expérience dans le domaine des affaires et de la recherche à l'échelle internationale. Les autorités régionales ont ainsi identifié quatre domaines de spécialisations intelligentes (voir page 31).



La force dans les chiffres

La procédure de compétition pour sélectionner les spécialisations a lancé un processus très actif de découverte entrepreneuriale, qui implique la coopération de différents partenaires régionaux représentant les affaires, l'éducation, les institutions en faveur de l'environnement dans les entreprises et les organisations non-gouvernementales (ONG). Les acteurs au cœur de la création de la coopération entre la science et les affaires ont pu travailler directement avec les partenaires intéressés. Au total, plus de 400 entités ont été impliquées, y compris les plus grandes écoles et les plus grands collèges de la région, les principales entités commerciales, les municipalités et les associations des municipalités, comme les hôpitaux et de nombreuses ONG. Toutefois, le plus grand groupe comprenait près de 300 sociétés.

Les négociations ont occupé une place importante dans le processus d'identification des spécialisations intelligentes de la région. Après avoir sélectionné les domaines de spécialisation intelligente, les autorités régionales ont négocié des accords avec chacune des communautés organisées autour d'elles. Elles ont ensuite défini l'envergure et les domaines de recherche prioritaires d'une spécialisation donnée, ainsi que les principes et l'approche destinés à soutenir son développement avec des fonds publics, y compris le PO régional pour 2014-2020.



L'intégration significative des communautés impliquées dans l'élaboration de spécialisations économiques intelligentes, renforcées par les accords susmentionnés, a permis la création de nouvelles entreprises innovantes, de projets et de produits qui pourront être commercialisés afin de contribuer au développement de la Poméranie et de ses environs.

Une fois ses domaines de spécialisation sélectionnés, la Poméranie tentera d'être reconnue mondialement comme un fabricant de véhicules flottants à carburant alternatif, de «maisons intelligentes», de technologie destinée à résoudre les problèmes de stockage de l'énergie et de produits et de services innovants utilisés dans le domaine des soins de santé.

Dès le début de la procédure de sélection des spécialisations intelligentes, le rôle des capitaux privés dans les entreprises et les projets planifiés par les différents groupes ont bénéficié d'une attention particulière. La part des capitaux privés garantira non seulement une meilleure efficacité et une meilleure durabilité des solutions mises en œuvre, mais elle mettra également en place des mécanismes qui permettront de financer le développement économique après 2020, lorsque le financement de la politique de cohésion sera moins important que lors de la période de programmation actuelle.

Politique de réhabilitation

Durant la période 2014-2020, une des priorités de la politique de cohésion relative à la dimension urbaine est une revitalisation complète des zones urbaines dégradées. Ce point figure également au centre de la politique urbaine polonaise. Les projets de réhabilitation soutenus par la politique de cohésion durant cette période s'appuieront sur une combinaison complète et harmonieuse d'actions sociales, économiques et spatiales,

dont l'objectif premier est l'inclusion sociale des citoyens vivant dans des zones urbaines dégradées et la réduction de la pauvreté qui les affecte.

La Poméranie a déjà appliqué cette approche durant la période 2007-2013 en recourant aux mécanismes de mise en œuvre dont elle disposait à l'époque. Comme pour tout projet de réhabilitation cofinancé par le FEDER, des ressources destinées aux activités de nature sociale représentant 15% des coûts éligibles ont été fournies dans le cadre de l'instrument de flexibilité. L'objectif consistait à soutenir les actions sociales



Centre européen de la solidarité à Gdańsk



Centre européen de la solidarité à Gdańsk - intérieur

Les projets seront mis en œuvre par les villes en impliquant différents partenaires et groupes et en recourant à une approche qui intègre les résidents et qui garantit une plus large participation du public à chaque étape. L'acte de revitalisation de 2015 et les lignes directrices adoptées au niveau régional constituent la base des préparatifs des projets de revitalisation. La préparation d'un programme de revitalisation étant un processus difficile qui doit tenir compte de nombreux aspects, 24 villes de Poméranie ont pu bénéficier de subventions spéciales à cette fin.

Investissement territorial

Le PO régional pour 2014-2020 repose largement sur une approche territoriale. Dans le cadre des accords territoriaux intégrés, les autorités régionales négocient le contenu de projets cohérents avec huit zones urbaines fonctionnelles (et – distinctement, dans le cadre des investissements territoriaux intégrés – avec la zone métropolitaine de la Tricité). Ils comprennent des domaines, tels que l'activité professionnelle, l'éducation préscolaire, les nœuds de transports, le traitement des déchets et le développement des services de santé spécialisés. Ces projets servent à exploiter les opportunités de développement et à surmonter les obstacles propres à ces domaines. Les projets acceptés dans le cadre des accords territoriaux seront privilégiés (des points supplémentaires) pour accéder aux fonds du PO régional.

L'approche territoriale adoptée en Poméranie repose avant tout sur le besoin de ressources financières pour résoudre les problèmes urbains dans les zones fonctionnelles, mais aussi sur une coopération systématique entre les municipalités limitrophes, les autorités publiques et les entrepreneurs, les ONG, les établissements d'enseignement et les instituts de recherches scientifiques. Les règles destinées à mettre en place une telle synergie sont conçues pour susciter la collaboration où elle était inexistante, et pour la renforcer où elle existait déjà.

En outre, l'expérience acquise durant la période 2007-2013 a permis de reconnaître que les problèmes doivent être résolus grâce à des actions planifiées à l'avance et qui reposent sur une réflexion stratégique. Les accords servent à identifier avec précision et à préparer et coordonner minutieusement les projets prioritaires pour augmenter les chances de mener à bien leur mise en œuvre.

complémentaires menées dans les zones dégradées de Pologne grâce à un PO distinct comprenant un outil d'intervention du Fonds social européen (FSE).

Une formule unique a été utilisée conformément aux négociations avec les villes dont l'envergure et le profil correspondaient à leurs projets de revitalisation, qui ont par la suite été financés par le PO régional pour 2007-2013. La Poméranie recourt à une approche de négociation «pilote» pour la production à grande échelle de solutions optimales pour les villes et leurs zones fonctionnelles éligibles au soutien des fonds publics.

Une méthode éprouvée

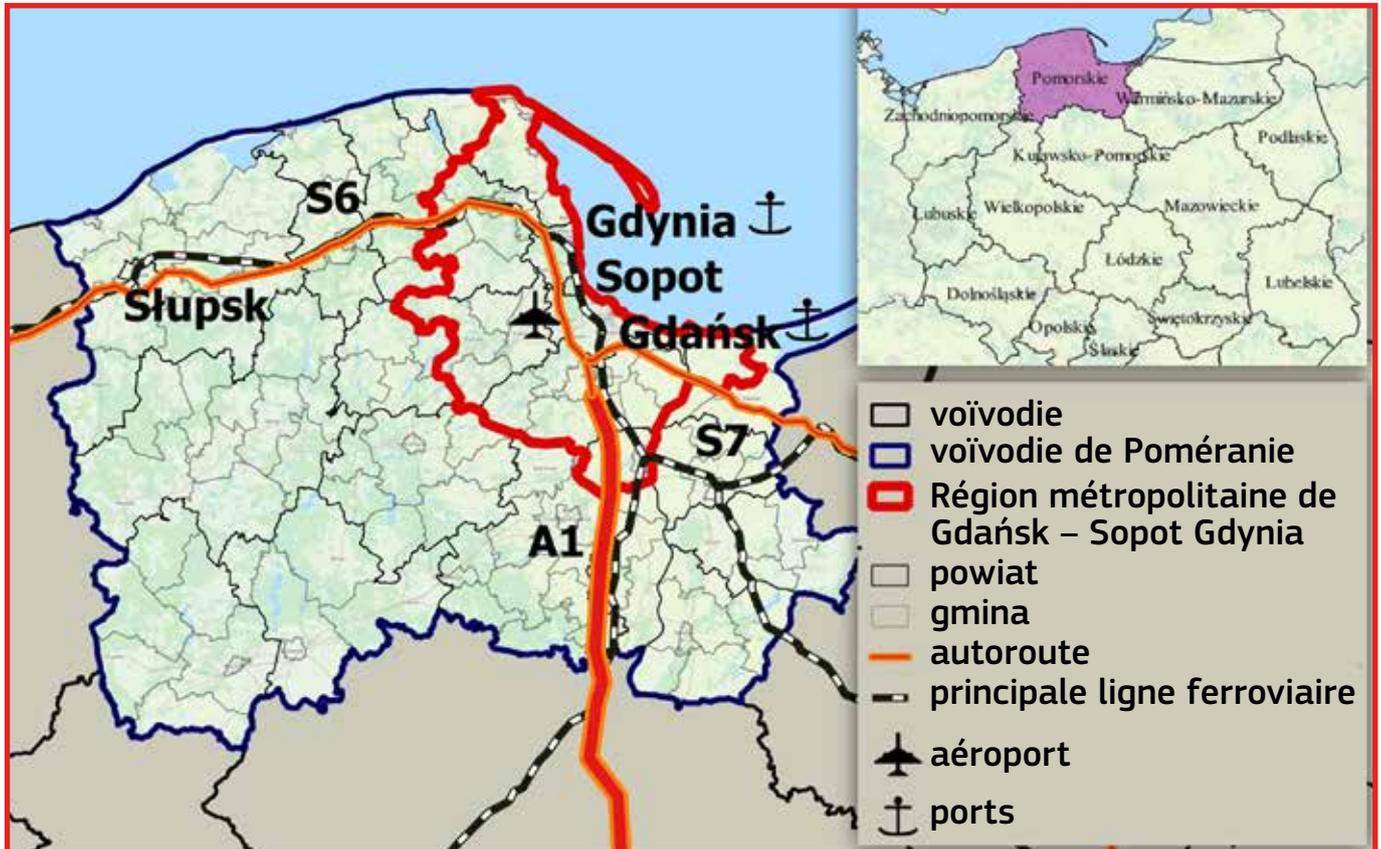
L'approche des projets de revitalisation à financer par le PO régional pour 2014-2020 implique la poursuite et le développement du mécanisme testé précédemment, qui a entraîné la réalisation de huit projets de réhabilitation complexes impliquant plus de 50 000 habitants vivant dans des quartiers défavorisés de cinq villes.

Les projets de revitalisation suivent la formule intégrée du projet: il existe deux projets étroitement liés, l'un est cofinancé par le FSE et l'autre par le FEDER. Parallèlement, l'intervention de nature sociale déterminera la forme des projets d'infrastructure, et non l'inverse. La mise en œuvre d'un tel modèle est facilitée, car le PO régional pour 2014-2020 est actuellement un programme à double financement.

Des négociations en plusieurs étapes entre 31 villes et les autorités régionales concernent, entre autres, la délimitation des zones dégradées, les programmes de réhabilitation urbaine et l'envergure des projets intégrés de revitalisation. Les projets financés devront trouver des solutions aux problèmes spécifiques identifiés dans les programmes de revitalisation des zones dégradées délimitées sur la base d'indicateurs précis de la situation sociale, économique et spatiale, alors que la sévérité de la crise est relativement élevée comparée à la ville et à la région.

POUR EN SAVOIR PLUS
www.pomorskie.eu

Voïvodie de Poméranie



Population: 2 302 000, représentant 6,0% de la population polonaise. La population croissante de la région est plus jeune que la population globale de la Pologne, avec la plus importante augmentation naturelle et un solde de migration positif.

Marché du travail: on constate un nombre croissant de travailleurs avec un niveau élevé de productivité et un taux de croissance élevé/une baisse du chômage à un taux inférieur à la moyenne nationale.

Économie: 64% du PIB moyen par habitant en SPA UE-28, activité économique supérieure à la moyenne, bons résultats pour les sociétés innovantes, présence des principales sociétés polonaises, y compris celles à participation étrangère.

Spécialisations intelligentes: technologies offshore, portuaires et logistiques; technologies interactives dans un environnement demandeur d'informations; technologies éco-efficaces dans la production, le transport, la distribution et

la consommation de l'énergie et du carburant, et la construction; technologies médicales pour les maladies liées au mode de vie et le secteur du vieillissement.

Autres secteurs clés: services aux entreprises; produits pharmaceutiques et cosmétiques; biotechnologie; tourisme.

Forces: localisation dans le RTE-T; la zone métropolitaine Gdansk-Gdynia-Sopot considérée comme la métropole innovante et créative de la Baltique; une localisation côtière avec de grands ports maritimes; environnement naturel et patrimoine culturel uniques (y compris Gdansk, une ville de liberté et de solidarité); et un grand centre universitaire.

POUR EN SAVOIR PLUS
www.rpo.pomorskie.eu



Pionniers des projets de la politique de cohésion

INTERVIEW DE MIECZYŚLAW STRUK,
MARÉCHAL DE LA VOÏVODIE DE POMÉRANIE

Comment la politique de cohésion contribue-t-elle au développement économique de la région de Poméranie? À quels domaines voudriez-vous donner la priorité?

La politique de cohésion est essentielle à la Poméranie. C'est principalement grâce à ses ressources, ses objectifs et ses principes que nous avons appris à penser et à agir avec une philosophie orientée sur les résultats et à adopter une approche globale des problèmes identifiés. C'est difficile, voire impossible d'y parvenir en recourant à des politiques sectorielles.

La politique de cohésion nous a aussi poussés à nous concentrer sur les principaux domaines problématiques, par ex. dans le secteur de l'éducation, nous avons mis un accent particulier sur l'enseignement professionnel, et dans le domaine de la mobilité, nous nous sommes intéressés aux transports publics, y compris les chemins de fer. Le transfert des réussites en matière de recherche et de développement dans l'économie est tout aussi important, de même qu'attirer des investissements, améliorer l'efficacité énergétique et mettre en place un réseau de produits touristiques.

Quels sont les avantages et les inconvénients de la nouvelle approche qui vise à combiner différents fonds et instruments financiers? Comment pouvez-vous garantir la cohérence et la complémentarité?

Dès le début du débat sur la politique de cohésion 2014-2020, nous avons soutenu l'idée d'un programme opérationnel combinant le Fonds social européen et le Fonds européen de développement régional. Je pense qu'il faudrait consolider davantage ces fonds de sorte que leurs interventions puissent vraiment se

compléter. La Poméranie n'hésite pas à utiliser le mécanisme des projets intégrés, notamment dans les domaines de la revitalisation et de la formation professionnelle.

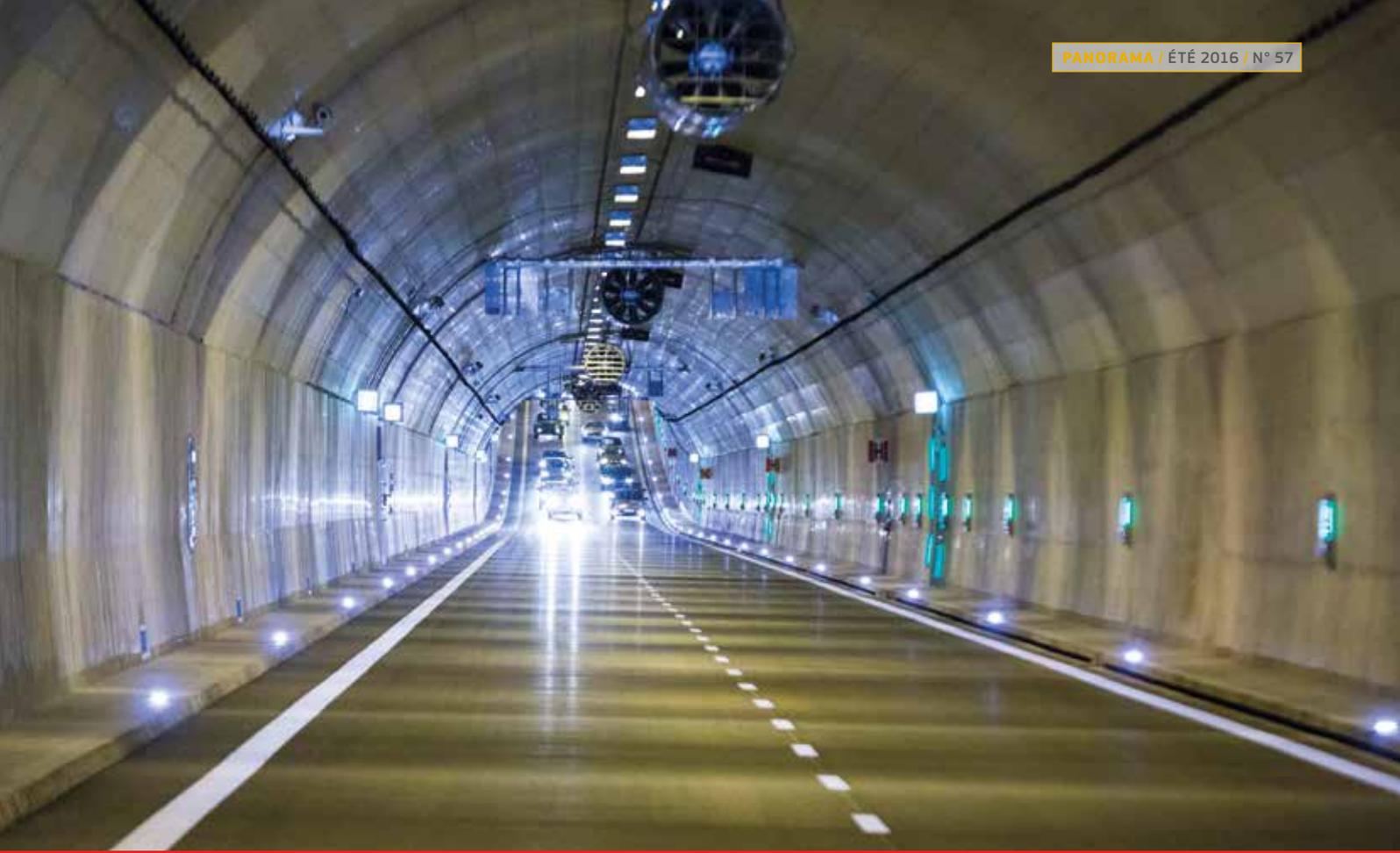
En ce qui concerne les instruments financiers, nous sommes des pionniers en Pologne. Selon moi, ces instruments rapprochent les mécanismes nécessaires à la mise en œuvre de la politique de cohésion et les conditions du marché, ce qui contribue à des interventions publiques efficaces et mieux ciblées, augmentant ainsi leur impact. En nous

Voici de brèves descriptions des trois projets mis en œuvre en Poméranie grâce au financement de l'UE:

Une gare multifonctionnelle au cœur de la métropole

Ce projet est le premier investissement européen mis en œuvre dans un partenariat public-privé financé par JESSICA (soutien européen conjoint à l'investissement durable dans les zones urbaines), l'instrument remboursable de l'UE. Il concernait la revitalisation de la gare et de la zone avoisinante de Sopot. Un ensemble de bâtiments a été construit, y compris une nouvelle gare ainsi qu'un espace commercial, des bureaux et un hôtel. Un échangeur reliant différents moyens de transports publics a également été mis en place.

www.sopotcentrum.com.pl



tunnel à un tube sous la Martwa Wisła

appuyant sur notre expérience dans le domaine des instruments financiers, nous avons mis en place le fonds de développement de Poméranie qui, après 2023, sera l'un des instruments clés de la région.

En ce qui concerne la cohérence et la coordination, il est important de noter que notre programme opérationnel régional repose clairement sur une approche territoriale et une formule de négociation – par ex. dans le cadre des accords territoriaux intégrés pour les zones urbaines fonctionnelles. Pour les principales zones urbaines, nous négocions donc des paquets de projets qui visent à maximiser les effets économiques et sociaux dans différentes parties de la région.

On assiste à une demande générale de simplification de la gestion des fonds européens. Comment la région peut-elle y contribuer?

Nous n'avons jamais cherché à créer des procédures complexes ni à imposer des charges inutiles aux bénéficiaires. En préparant notre nouveau programme opérationnel régional, nous avons essayé de poursuivre cette approche pragmatique et flexible, mais nous sommes désormais fortement limités par les réglementations créées aux niveaux européen et national. Je comprends le besoin de coordination et je pense que, dans certains domaines, ce point peut même être amélioré, mais il ne devrait pas reposer essentiellement sur un certain nombre de lignes directrices spécifiques que les

programmes de gestion des institutions doivent appliquer. Les régions ont de l'expérience et ne craignent pas d'assumer leurs responsabilités face aux effets des programmes. Elles devraient toutefois avoir plus de liberté dans leur manière d'atteindre leurs objectifs. Dans notre programme opérationnel régional, nous traitons les procédures pratiques destinées aux bénéficiaires comme une priorité. Nous avons créé un outil pour soumettre les candidatures via Internet et nous l'adaptions constamment aux particularités des compétitions successives. Nous avons également un document destiné aux bénéficiaires qui leur donne toutes les informations relatives aux candidatures de financement d'un projet, à son évaluation, à sa mise en œuvre et à sa comptabilité.



Quels résultats espérez-vous atteindre à la fin de la période de financement 2014-2020?

En prenant en compte notre potentiel d'absorption et les ressources disponibles, nous nous attendons pour 2014-2020 à bénéficier d'un total de 5,4 milliards d'euros de fonds européens. Ce qui implique, bien sûr, la valeur de notre programme opérationnel régional, c.-à-d. 1,8 milliard d'euros.

Nous supposons que la politique de cohésion servira de catalyseur pour parvenir à un changement durable de notre région. Les sociétés de Poméranie devraient être poussées vers la chaîne de valeur mondiale et les exportations de notre économie devraient se renforcer tout en réduisant l'intensité énergétique. Nous souhaitons également mieux capitaliser sur le marché du travail, composé de citoyens bien instruits, ouverts d'esprit, courageux et entrepreneurs. Nous visons aussi l'amélioration des conditions de vie des habitants, y compris une augmentation significative de la qualité et de la disponibilité des principaux services publics.

Prolongement ferroviaire et extension de l'aéroport – la Poméranie soutient les transports publics

La construction du chemin de fer métropolitain de Poméranie et l'extension de l'aéroport de Gdańsk représentent les plus grands et plus importants investissements dans les infrastructures de développement des transports publics en Poméranie. Le chemin de fer relie la zone métropolitaine de la Tricité à l'aéroport de Gdańsk et à la sous-région de la Cachoubie à l'ouest. L'aéroport de Gdańsk assure un nombre croissant de liaisons entre la région de Poméranie, l'Europe et le reste du monde. Grâce à l'augmentation dynamique du nombre de passagers qui, ces deux dernières années a augmenté de plus de 30 % jusqu'à atteindre 3,7 millions par an, Gdańsk est devenu le troisième plus grand aéroport de Pologne.

www.pkm-sa.pl

www.airport.gdansk.pl





La Poméranie, et sa ville principale, Gdańsk, sont situées à proximité de la mer Baltique. Dans quelle mesure la Poméranie est-elle impliquée dans la stratégie pour la région de la mer Baltique, et quelles sont vos attentes?

Nous sommes impliqués depuis le début dans la stratégie européenne pour la région de la mer Baltique. Nous considérons qu'il s'agit d'une opportunité de bénéficier d'autres impulsions de développement grâce à une meilleure coordination des différents organes des pays baltes. Dans notre programme opérationnel régional, nous avons identifié des domaines dans lesquels nous encouragerons particulièrement la coopération sous la houlette de la stratégie

pour la région de la mer Baltique. Ces domaines sont: le transfert de connaissances, l'énergie renouvelable, le tourisme et la biodiversité. J'espère que des projets de haute qualité verront le jour suite à l'attelage de la stratégie pour la région de la mer Baltique à notre programme régional. ■

Investir en Poméranie

Le projet «Système de promotion économique et d'information de la voïvodie de Poméranie» a permis la création d'un système de services complet pour les investisseurs. La coopération entre les principaux acteurs servant les investisseurs dans la région et réunis dans le cadre de l'initiative «Investir en Poméranie» – qui comprend non seulement une aide aux projets d'investissement mais qui couvre aussi la promotion de l'investissement – a entraîné la réalisation de 57 projets pour lesquels les investisseurs ont créé 8 930 emplois.

www.investinpomerania.pl



Quand les prestations sociales pèsent plus lourd que le profit

LA COOPÉRATION DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE GRECQUE

L'économie sociale, un secteur qui a mieux résisté à la crise économique que d'autres en Europe, est une priorité de longue date pour la Commission européenne.

Afin de promouvoir une «économie sociale de marché hautement compétitive», la Commission a placé l'économie et l'innovation sociales au centre de sa stratégie Europe 2020, aussi bien en termes de cohésion territoriale que de recherche de nouvelles solutions aux problèmes de société, notamment dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. En Grèce, comme dans d'autres pays où la crise économique a eu de graves conséquences sur l'économie et la cohésion sociale, l'économie sociale pourrait représenter une alternative viable.

L'économie sociale n'est pas un phénomène nouveau en Grèce. En réalité, la société commune d'Ambelákia (Grèce) est considérée comme la première coopérative moderne du monde. Elle a été fondée entre 1750 et 1770, lorsque les petites associations de culture du coton et de production de fil de 22 villages de la région de Tempé se sont regroupées en 1772 pour éviter des rivalités et une concurrence inutiles. L'entreprise s'est développée pour compter 6000 membres, 24 usines et 17 filiales en Europe, de Saint-Pétersbourg à Londres en passant par Izmir. Ses membres bénéficiaient d'une assurance sociale, d'infrastructures sanitaires, d'écoles, de bibliothèques et de l'Université libre d'Ambelákia².

Depuis lors, la situation socio-économique du pays a également beaucoup changé. Cependant, les graves répercussions sociales de la crise, le désinvestissement et la forte augmentation du taux de chômage soulignent, plus que jamais, le besoin d'investir dans des entreprises dont l'objectif principal est d'avoir un impact social tout en restant viables d'un point de vue financier.

Investir dans la croissance régionale

L'économie sociale est un secteur qui n'a pas encore été entièrement exploré en Grèce. Mais elle peut se développer durant la nouvelle période de programmation grâce à l'aide du Fonds européen de développement régional (FEDER) – concrètement pour l'entrepreneuriat social (budget total de 6,4 millions d'euros) ou par des actions entrepreneuriales traditionnelles. En outre, l'affectation de plus de 100 millions d'euros de ressources du Fonds social européen (FSE) pour promouvoir l'entrepreneuriat social durant la période de programmation 2014-2020 et la sélection de la bonne priorité d'investissement par les 13 régions dans leurs programmes opérationnels démontre clairement la volonté des autorités grecques de recourir à l'économie sociale comme nouveau modèle qui contribuera à la croissance globale de l'économie du pays. L'économie sociale est également mentionnée dans le protocole d'accord comme l'un des outils destinés à soutenir l'emploi et l'activité économique.

La politique de cohésion facilite le développement de l'économie sociale en Grèce pour répondre aux besoins sociaux et créer des emplois durables à moyen terme, y compris pour les groupes sociaux vulnérables.

1) COM 2011/682

2) Kalitsounakis, 1929: 224-231, comme mentionné dans, 2010:64

3) Plus d'informations sur le protocole d'accord: http://ec.europa.eu/economy_finance/assistance_eu_ms/greek_loan_facility/index_en.htm

Voici trois exemples de projets centrés sur l'économie sociale en Grèce:

Situation gagnant-gagnant



fun - food - social good.

Wise Greece est une organisation à but non-lucratif agissant comme une entreprise sociale investie d'une double mission: elle se charge de la promotion de plus de 450 produits grecs de première qualité dont les ventes permettent d'acheter de

la nourriture pour les personnes dans le besoin. Elle sélectionne les meilleurs produits grecs et fait leur promotion dans différents points de vente du pays et à l'étranger. Les producteurs grecs versent un pourcentage de leurs ventes à Wise Greece afin de couvrir les besoins élémentaires en nourriture des organismes de charité et organisations à but non-lucratif qui aident les sans-abris, les enfants et les personnes âgées.

Notons que la société a remporté de nombreux prix en relation avec la responsabilité sociale, y compris le prix de l'entreprise et du développement durables des «Startup Greece Awards 2016».

<http://www.en.wisegreece.com/>

Travailler sur l'inclusion

KoiSPE Diadromes est une coopérative sociale à responsabilité limitée (C.S.R.L.-KoiSPE) de l'Attique créée par les employés de la Société de psychiatrie sociale et de santé mentale. Elle a pour objectif l'emploi et la réinsertion sociale des personnes souffrant de problèmes psychosociaux. KoiSPE gère ainsi un service d'emploi et de conseils professionnels qui aide les personnes qui rencontrent des difficultés psychosociales à trouver un emploi rémunéré et à le conserver dans le marché ouvert du travail. En outre, la coopérative dirige également un service de nettoyage, un café et a des liens avec les activités de commerce, ce qui contribue à créer des emplois durables pour les citoyens exclus du marché ouvert du travail.

<http://koispediadromes.gr>



Lisez-le!



Shedia est le seul magazine de rue grec membre du réseau international des journaux de rue (INSP). Il est distribué dans les rues d'Athènes et de Thessalonique depuis

février 2013 par des sans-abris et des citoyens sans emploi, ce qui leur donne une opportunité de gagner un petit revenu et d'améliorer petit à petit leurs conditions de vie. Shedia soutient également la réinsertion des citoyens les plus démunis en organisant des activités et des événements, tels qu'une équipe locale de football, des cours d'art et de théâtre, des visites guidées sociales à Athènes (les «routes de l'invisible») et bien plus. ■

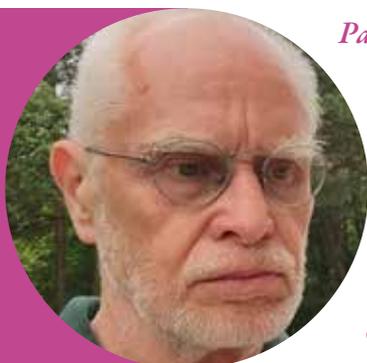
<http://www.shedia.gr/>

PROJET

Impliquer les jeunes pour améliorer les transports publics

**INVESTISSEMENT
TOTAL:
224 900 EUROS**

**INVESTISSEMENT
DE L'UE:
191 200 EUROS**



Panorama s'entretient avec Jacek Piotrowski, le coordinateur du projet BAYinTRAP, sur l'implication des jeunes citoyens dans la politique européenne des transports.

En Europe, les États membres sont à la recherche de meilleures solutions pour rendre leurs systèmes de transport urbains propres et efficaces. Comme trop souvent, l'intérêt porte sur la technologie et les infrastructures. C'est pourquoi le projet BAYinTRAP a décidé d'adopter une approche différente: impliquer activement les jeunes citoyens dans le développement d'une politique de transports urbains durables.

«Sachant que lorsqu'ils sont impliqués, les jeunes peuvent rapidement diffuser le message du transport durable, notre projet recherchait leur créativité, leur enthousiasme et leur imagination pour relever des défis, tels que la sécurité routière, l'accessibilité et la gestion du trafic urbain,» explique Piotrowski.

Nous avons donc assisté à une leçon de démocratie participative – un projet qui rassemble les jeunes et les responsables publics de Pologne, d'Allemagne et de Lituanie afin de réexaminer les anciens problèmes et de trouver de nouvelles approches pour parvenir à un système de transports urbains plus propre.

Du projet à la réalité

Le projet a été inspiré par une précédente initiative européenne sur les transports publics (l'initiative CIVITAS, www.civitas.eu). Impliqués dans ce projet, Piotrowski et ses collègues de l'Agence

gouvernementale autonome pour la promotion de la culture à Szczecinek (SAPIK) souhaitaient essayer une approche similaire – mais à moindre échelle – pour leur propre ville.

Grâce au soutien de leurs autorités locales en charge du transport, ils ont approché la Commission européenne par l'intermédiaire de son programme de coopération transfrontalière dans le Sud de la Baltique (2007-2013). De même, Greifswald en Allemagne et Klaipėda en Lituanie – également activement impliquées dans le transport durable – ont aussi reçu une aide du Fonds européen de développement régional (FEDER).

Le concept du camp d'été a vu le jour au cours d'une réunion initiale des représentants de SAPIK, des partenaires du consortium ATi erc gGmbH, du Centre de technologie de Poméranie-Occidentale et de l'Autorité des transports publics de Klaipėda.

Un camp d'été

Chaque ville a ainsi organisé un camp d'été et accueilli des groupes venus des deux autres. «En envoyant des étudiants de Greifswald à Szczecinek, par exemple, notre objectif était d'apporter de nouveaux regards et de nouvelles idées au projet,» explique Piotrowski. Cependant, il ajoute que les participants auraient pu profiter d'informations plus détaillées sur les transports publics dès le départ afin de mieux concentrer leurs observations durant les activités du camp.

Chaque ville a mis en place ses propres critères de compétition et de sélection des participants. Les candidats ont dû proposer des améliorations à apporter à la mobilité de leur ville. En plus de prendre part au projet BAYinTRAP, les 60 lauréats, âgés de 16 à 19 ans, sont également repartis avec des prix comme des abonnements aux transports publics et des tickets de cinéma.



Ils ont dans un premier temps reçu une présentation des transports publics et des visites d'études urbaines, et ils ont eu pour mission de se rendre d'un point à un autre de la ville en utilisant les transports publics. À Szczecinek, par exemple, ils ont utilisé leurs smartphones pour trouver leur chemin; à Klaipėda, ils ont recouru au géocaching; et à Greifswald, ils ont déterminé leur itinéraire à partir d'instructions écrites.

Directement au top

Ensuite, les participants ont débattu des aspects positifs et négatifs des transports publics utilisés en fonction de leurs observations. «Chaque groupe a proposé de possibles améliorations aux problèmes qu'ils avaient relevés,» explique Piotrowski. «Ils ont alors présenté personnellement leurs conclusions aux politiciens locaux, à l'administration publique et aux autres parties prenantes.»

Piotrowski ajoute que les étudiants ont choisi en toute indépendance la manière de présenter leurs recommandations: à Szczecinek, ils ont préparé une présentation PowerPoint, alors qu'à Klaipėda, ils ont débattu individuellement chaque recommandation.

Les camps ont également proposé des activités éducatives sur des sujets liés à la mobilité durable, à la sécurité routière et à la citoyenneté. «Les participants ont appris les meilleures pratiques et ont complété les registres des meilleures pratiques,» ajoute Piotrowski. «S'ils remarquaient quelque chose qui valait la peine d'être importé dans leur propre ville, ils notaient les détails afin de ramener ces bonnes expériences chez eux.»

Évolution positive

Par la suite, à Szczecinek et à Klaipėda, les idées présentées ont directement été intégrées à la politique de transport. Piotrowski note qu'il aurait été bénéfique pour les organisateurs du projet d'encourager les administrations de la ville à adhérer

au projet avant que les participants ne présentent leurs idées. «Nous avons supposé que parce que les autorités de Szczecinek étaient enthousiastes et impliquées, il en aurait été de même ailleurs. Malheureusement, cela n'a pas été le cas – il aurait été utile d'impliquer davantage tout le monde au stade de la planification du projet.»

Néanmoins, même si les autorités de Greifswald étaient moins enthousiastes, l'opérateur de transports publics à Szczecinek a développé une application mobile fournissant en temps réel les informations d'arrivée d'un bus à un arrêt spécifique suite à la recommandation d'un étudiant.

D'autres recommandations à débattre comprennent une augmentation du nombre de lignes de bus, des cartes de la ville aux arrêts de bus, des bandes cyclables dans les parcs, un meilleur accès aux bus pour les personnes en fauteuil roulant et pour les poussettes, de meilleurs passages pour les cyclistes, différentes méthodes de paiement pour la location de vélos, des abris et des bancs aux stations de transports publics, etc.

La prochaine planification des transports régionaux tiendra compte des enseignements tirés. Ainsi, les responsables politiques se sont rendu compte qu'il était difficile de changer les attitudes et les comportements sans impliquer directement le public dans le développement des politiques. «Mais le résultat le plus important a peut-être été la confirmation de l'importance de la démocratie directe et de la force de conviction des jeunes grâce à leur implication dans leurs gouvernements locaux. Il est facile de reproduire cette expérience dans de nombreux autres projets, secteurs et régions,» conclut Piotrowski. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/en/projects/poland/bayintrap-engaging-youth-and-changing-public-transportation



PROJET

Le centre d'excellence attire les plus performants

**COÛT TOTAL DE LA PHASE 1:
25 000 000 LIVRES
(32 406 250 EUROS)**

**CONTRIBUTION DE L'UE:
9 000 000 LIVRES
(11 666 250 EUROS)**

Situé dans l'un des plus récents parcs scientifiques du Royaume-Uni, le National Composites Centre est le pôle de pointe en matière de recherche et de technologie sur les composites exploité par quelques-unes des sociétés les plus innovantes au monde.

Le National Composites Centre (NCC) est un établissement de recherche et de développement conçu à cette fin, inauguré en 2011 et cofinancé par le Fonds européen de développement régional (FEDER). Le NCC rassemble des sociétés dynamiques et la meilleure expertise scientifique, universitaire et commerciale afin de mettre au point des technologies soutenant la conception et la fabrication de produits composites, et d'exploiter pleinement les opportunités de ce secteur au Royaume-Uni et à l'étranger. Plus de la moitié de ses membres sont en effet issus d'autres pays.

Les composites de pointe sont des matériaux légers et très performants qui transforment la conception et la fabrication d'une grande variété de produits, comme ceux utilisés dans les industries aérospatiale et automobile, dans les technologies maritimes et renouvelables et dans les domaines des sports et des loisirs. La diminution du poids des produits permet de considérablement réduire les coûts de production et les émissions de carbone, et de créer de nombreux débouchés commerciaux ainsi que des avantages technologiques.

À l'heure actuelle, il est important pour les sociétés de se trouver au centre de cette recherche et de ce développement de pointe et d'adhérer au NCC, comme l'ont fait des leaders du marché, tels qu'Airbus Group, GE, Rolls-Royce, GKN Aerospace, BAE Systems, Shell, Vestas et 3M, ainsi que des petites et moyennes entreprises. Le Centre offre à ses membres l'occasion de développer, d'adapter, d'améliorer et de valider des technologies et processus actuels ou innovants tout en pouvant collaborer avec d'autres grands fabricants et fournisseurs d'équipements.

Un tremplin

Le NCC fait également partie de la High Value Manufacturing Catapult, une initiative stratégique qui compte sept centres de technologie et d'innovation qui agissent comme un catalyseur afin de redynamiser l'industrie manufacturière du Royaume-Uni. Le programme permet aux scientifiques, ingénieurs et entrepreneurs d'accéder à un ensemble d'expertise et d'expérience au sein des universités, de la recherche, de l'industrie et du gouvernement. En accélérant les nouveaux concepts et en les adaptant à la réalité commerciale, il réduit l'écart entre les premières innovations et la production à l'échelle industrielle.

Le NCC – qui vante ses panneaux solaires photovoltaïques installés sur le toit pour alimenter l'installation et réduire ses émissions de carbone – a été largement reconnu comme un leader international dans le domaine des matériaux composites qui contribue à rendre l'industrie économiquement plus concurrentielle et écologiquement responsable. En 2014, le bâtiment a doublé de taille pour intégrer une cellule de fabrication de grand volume (pour répondre aux besoins de l'industrie automobile), un centre de formation et une série de petits équipements pour les PME.

Le NCC a créé environ 200 emplois directs et s'attend à voir ce chiffre augmenter de manière significative au cours des prochaines années. En outre, il développe une série de produits innovants, très performants et à bon rapport coût/efficacité qui contribueront à la création de richesse en Europe. ■

POUR EN SAVOIR PLUS
<http://nccuk.com>

PROJET

Une réponse positive aux logements passifs

**INVESTISSEMENT TOTAL:
3 779 000 EUROS**

**INVESTISSEMENT
DE L'UE:
377 900 EUROS**

Grâce à des technologies environnementales innovantes, la société Weissenseer de construction en bois produit aujourd'hui des maisons passives de haute qualité – au sein d'une maison passive de haute qualité.

La société Weissenseer Holz-System-Bau GmbH, située dans la ville autrichienne de Greifenburg, était au départ une entreprise de menuiserie traditionnelle qui s'est ensuite spécialisée dans la production de maisons passives et élégantes en bois. La fabrication de ces habitations écologiques constitue désormais près de 90 % des activités générales de la société.

Pour commencer, elle a dû créer un nouveau processus de production pour son nouveau portefeuille de produits. Le projet de la «plus petite usine du monde» l'a fait. Une toute nouvelle chaîne de production capable de produire en respectant les normes strictes des logements passifs qui ont également rationalisé et automatisé le processus de construction a ainsi vu le jour.

La norme relative aux logements passifs en Europe centrale requiert, entre autres, que le bâtiment final soit conçu de façon à ce que sa consommation d'énergie primaire totale n'excède pas 120 kWh/m² par an.

Le projet a partiellement été financé en 2008 et 2009 par le Fonds européen de développement régional (FEDER) de l'Union européenne, par le biais du programme opérationnel «Kärnten». Grâce à ce projet, le temps nécessaire à la fabrication d'une maison passive à Weissenseer, depuis la fourniture initiale des matières premières jusqu'à la livraison finale des composants aux clients, a été considérablement réduit pour passer d'environ 20 jours de travail à seulement deux à quatre jours!

Cette stimulation importante de la productivité a été atteinte en développant une chaîne de production très efficace, largement automatisée et optimisée par rapport aux critères du temps et de l'espace. La «plus petite usine du monde» a désormais la capacité de produire un total de 150 à 170 maisons passives standard chaque année.

Leader en matière d'environnement

En plus d'être une installation de production efficace, la plus petite usine du monde est elle-même une maison passive. Elle ne requiert que très peu de chauffage supplémentaire étant donné que la chaleur générée par les machines de production suffit à garder la bonne température dans l'usine. En outre, environ un sixième du bâtiment est constitué de bureaux qui comprennent des aires de détente et un café. Une structure optimisée du bâtiment, des sources de chauffage internes et de grandes baies vitrées rendent le bâtiment conforme aux normes relatives aux logements passifs.

La nouvelle usine sert maintenant de «maison témoin» pour différents bâtiments de service que Weissenseer propose de produire dans un avenir proche. Il s'agit de bureaux et de bâtiments commerciaux, d'écoles et d'autres bâtiments publics.

En plus d'une répercussion appréciée pour l'économie de la région de Carinthie, le projet a déjà permis la création de plusieurs emplois au sein de la société. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.weissenseer.com/en/home/>



PROJET

Les belles perspectives de la société hongroise

**INVESTISSEMENT
TOTAL:**

2 163 400 EUROS

**INVESTISSEMENT
DE L'UE:**

1 005 200 EUROS

La société hongroise d'éclairage et de traitement des plastiques IBV Hungária Kft. a considérablement étendu son outil de production, créant ainsi 50 emplois et contribuant à augmenter la compétitivité de la région grâce au financement du Fonds européen de développement régional.

En 2012 et 2013, le projet a soutenu la construction d'un entrepôt de 5659 m² et d'un atelier d'assemblage de 965 m² au siège de la société à Kiskunfélegyháza, dans la région hongroise de Bács-Kiskun. Cette extension des installations de la société n'a pas seulement sauvé les 436 emplois de l'entreprise, mais elle a aussi permis d'en créer 49 autres. La région environnante a également bénéficié de cet investissement.

En plus des deux nouveaux bâtiments, plus de 4,6 km de routes ont été construits pour faciliter le transport des matières premières qui arrivent à l'usine et des produits finis qui en sortent. De même, 485 mètres de clôture ont été érigés autour des deux nouvelles structures et un nouveau réservoir de stockage d'eau a été construit pour se conformer aux règles de prévention des incendies.

Plus d'espace, plus d'économies

Les nouvelles installations fournissent désormais un espace de production moderne pour le pré-assemblage et l'assemblage final, l'expédition et le stockage des produits finis. À son tour, la construction des bâtiments a libéré un espace destiné au nouveau matériel de fabrication. Sur le fond, le nouvel entrepôt

a contribué à accélérer le flux de matériaux, ce qui a permis de développer la gamme de produits de la société. Et le projet a également permis de réduire le coût de production.

Il était nécessaire d'augmenter la capacité de l'entrepôt pour maintenir et améliorer la compétitivité de la société, qui a été affectée par la crise financière et les nouveaux défis du marché. L'expansion était également essentielle pour permettre à l'entreprise de diversifier son offre de produits.

«IBV a pu investir dans l'expansion plus rapidement que si elle avait utilisé d'autres sources de financement,» commente Krisztina Rácz, la directrice financière de la société. «Cet investissement garantit une meilleure position pour la société et une position encore meilleure pour ses employés.»

Malgré sa complexité, le projet a été réalisé en seulement 18 mois sans rencontrer de complications significatives. Le financement de l'Union européenne pour le projet provenait du programme opérationnel «Sud de la Grande plaine» du FEDER. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.ibv.hu/>

www.kwf.at

Encourager l'innovation et la technologie dans les champs

PROJETS

Le réseau Agripir a été mis en place en réponse aux inquiétudes croissantes relatives à la capacité du secteur de l'agriculture de montagne traditionnel dans la région des Pyrénées françaises et espagnoles de rester compétitif sur les marchés agricoles.

**COÛT TOTAL:
958 500 EUROS**

**CONTRIBUTION DE L'UE:
640 600 EUROS**

Le projet a été financé par le programme opérationnel «France-Espagne-Andorre» pour la période de programmation 2007-2013. En 2012, il entendait trouver des solutions innovantes à certains problèmes rencontrés par les agriculteurs des montagnes des deux côtés de la frontière franco-espagnole. À sa création, le réseau Agripir impliquait 150 organisations et plus de 300 personnes du secteur agricole, des instituts de recherche, des PME de haute technologie et des agences de développement local.

Des entreprises des secteurs informatique, électronique et spatial ont collaboré avec des chercheurs, des groupes et des agences de développement pour trouver des mesures pratiques qui pourraient modifier l'approche envers l'agriculture de montagne dans les Pyrénées. L'objectif principal consistait à regrouper les ressources et le financement du Fonds européen de développement régional (FEDER) afin d'identifier et de soutenir les projets en matière de recherche et de développement ayant un véritable potentiel économique.

Le réseau Agripir qui mène l'initiative de trois ans a finalement mis en place cinq différents projets innovants pour concrétiser son ambition. À la fin de l'année 2015, le stade de la recherche et du développement était terminé et l'étape de la mise sur le marché de leurs produits, processus et services était en cours de préparation.

Cinq projets au top

Le projet E-PASTO a développé un prototype de géolocalisation qui permet aux agriculteurs de localiser et de gérer les troupeaux qui paissent dans l'estive. Les bovins portent des colliers de haute technologie munis d'un dispositif solide qui permet à l'agriculteur de suivre leur position et leurs habitudes alimentaires, de définir les zones de sécurité et d'empêcher les vols. Le réseau de communication à basse fréquence peut fonctionner de manière autonome durant six à neuf mois, donner une position toutes les 60 à 90 minutes et alerter directement un agriculteur via smartphone, tablette ou ordinateur si la sécurité est compromise.

Comme son nom l'indique, l'initiative COWMON travaille également sur un système de surveillance continue pour le bétail itinérant dans de vastes zones éloignées de montagne. L'objectif ici consiste à développer un produit final autonome qui présente un bon rapport coût/efficacité en termes de consommation énergétique.

De même, le projet HY-POWERBOX vise à aider les agriculteurs à devenir autonomes dans l'énergie dont ils ont besoin pour effectuer leurs tâches quotidiennes dans les zones difficiles d'accès.

L'objectif de LIVE-PRE-LIFE consiste à créer un système complet qui peut améliorer la cohabitation entre les grands prédateurs et le bétail des régions montagneuses. Le paquet final comprendra des systèmes de compartiments pour animaux, la détection rapide des attaques de prédateurs et leur exclusion active.

Enfin, le projet MASTECH développe un système comprenant de la résonance magnétique nucléaire et de la thermographie pour la détection rapide de mammite chez les moutons, les chèvres et les bovins.

Durant ce projet, l'équipe d'Agripir a organisé un Festival d'estive d'une journée qui a accueilli environ 600 visiteurs, y compris des touristes et des représentants agricoles, et leur a présenté le réseau et les premiers résultats du projet. L'événement proposait également une conférence sur les loups, des ateliers de mise en réseau et une table ronde sur les prochains défis de l'agriculture de montagne qui a de beaux jours devant elle grâce à Agripir.

Le projet a reçu sa dernière consécration en été 2015, quand il a été choisi comme l'un des finalistes aux prix RegioStars dans la catégorie «Croissance intelligente: libérer le potentiel de croissance des PME pour une économie numérique».

POUR EN SAVOIR PLUS
<http://www.agripir.com/fr/>

PROGRAMME

2 SEPTEMBRE

Cracovie (PL)

Conférence sur le plan d'investissement

25 SEPTEMBRE-1ER OCTOBRE

Izola (SI)

Stratégie de l'UE pour la région alpine (EUSALP)

10-13 OCTOBRE

Bruxelles (BE)

Semaine européenne des régions et des villes
(et cérémonie des RegioStars)



ec.europa.eu/regional_policy
cohesiondata.ec.europa.eu



@EU_Regional
#CohesionPolicy
#ESIFunds



EUinmyRegion



flickr.com/euregional



RegioNetwork



yammer.com/RegioNetwork



ec.europa.eu/commission/2014-2019/cretu_en
@CorinaCretuEU

Vous trouverez davantage d'informations sur ces événements dans la section Agenda du site Info regio:
http://ec.europa.eu/regional_policy/en/newsroom/events/



Office des publications

Commission européenne,
Direction générale de la politique régionale et urbaine
Communication – Ana-Paula Laissy
Avenue de Beaulieu 1 – B-1160 Bruxelles
E-mail: regio-panorama@ec.europa.eu